

ASSOCIATION SASAKAWA POUR L'AFRIQUE



RAPPORT D'AVANCEMENT 2010



À PROPOS DE LA SAA, DE SG2000 ET DE SAFE

Les projets agricoles de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) sont cogérés par deux organisations : la SAA et le programme Global 2000 du Carter Center à Atlanta, Géorgie (États-Unis). Quatre projets nationaux SG2000 sont actuellement en cours – en Éthiopie, au Mali, au Nigeria et en Ouganda – qui sont sous la tutelle de la SAA. Grâce au programme SG2000, l'ancien Président des États-Unis, Jimmy Carter et ses conseillers s'efforcent de fournir aux dirigeants nationaux des orientations politiques qui viennent appuyer les objectifs du programme. Le financement des projets SG2000 est principalement assuré par la Fondation du Japon, dont le Président de conseil d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata.

La SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour offrir un leadership capable de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires.

Conseil d'administration de la SAA

(au décembre 2010)

Ruth K. Oniang'o, Kenya, Président du Conseil d'administration

Masa Iwanaga, Japon, Vice-président

Christopher Dowswell, États-Unis

Gebisa Ejeta, États-Unis

Jean F. Freymond, Suisse, Secrétaire

Jiro Hanyu, Japon

John Hardman, États-Unis

Katsumi Hirano, Japon

Masaaki Miyamoto, Japon

Shuichi Ohno, Japon

Nicéphore D. Soglo, Bénin

Personnel principal de la SAA/ du SAFE

Direction

Christopher Dowswell, États-Unis, Directeur exécutif – Programmes

Masaaki Miyamoto, Japon, Directeur exécutif – Gestion

Juliana Rewelamira, Tanzanie, Directeur général de la SAA

Deola Naibakelao, Tchad, Directeur général du programme SAFE

Encadrement supérieur

Tareke Berhe, Directeur thématique – Amélioration de la productivité agricole *(à la retraite depuis 2010)*

Andreas Oswald, Allemagne, Directeur thématique, Amélioration de la productivité agricole *(depuis juillet 2010)*

Leonides Halos-Kim, Philippines, Directeur thématique, Systèmes post-récolte et Agroindustrie

Marcel Galiba, Directeur thématique, Partenariats public/privé pour la fourniture de services de vulgarisation et l'accès aux marchés

Justin Wangila, Directeur thématique, Suivi, Évaluation et Apprentissage

Abou Bethe, Mali, Directeur national

Aberra Debelo, Éthiopie, Directeur national

Sani Miko, Nigeria, Directeur national

Emmanuel Kayaayo, Ouganda, Directeur national par intérim

Michio Ito, Chargé de programme confirmé, Japon

Shushan Negussie, Responsable administrateur régional, Éthiopie

Asnakech Sisay, Agent financier régional, Éthiopie

Maki Seki, Chargé de programme, Japon

Sayako Tokusue, Chargé de programme, Japon

Yoko Yokoyama, Adjoint de programme, Japon

Personnel associé au SAFE – Winrock International

Mercy Akeredolu, Nigeria

Assa Kanté, Mali

Jeff Mutimba, Éthiopie

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



Le Dr Juliana Rwelamira, Directeur général de la SAA (à l'extrême gauche) et le Professeur Ruth Oniang'o, Président du Conseil d'administration de la SAA (à l'extrême droite) en visite dans des exploitations agricoles au Mali.

LE PROFESSEUR HONORAIRE RUTH K. ONIANG'O PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION SASAKAWA POUR L'AFRIQUE

Le Professeur Oniang'o s'est distinguée par un parcours professionnel exceptionnel en tant qu'enseignante, leader de développement de ressources et parlementaire. Ancien Professeur en Science alimentaire et Nutrition à l'Université d'Agriculture de Jomo Kenyatta à Nairobi, elle est aussi fondatrice et rédactrice de la revue *Nourriture, Agriculture, Nutrition et Développement en Afrique*, ainsi que responsable du Programme de sensibilisation en milieu rural, – un programme mis en œuvre par une ONG opérant au Kenya et qui aide les exploitants agricoles pauvres en ressources à renforcer leurs systèmes de production et agroindustriels au niveau communautaire. Elle a siégé à plusieurs conseils internationaux, entre autres au Centre international de développement des engrais (IFDC), à l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), et au Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR). De surcroît, elle a siégé à des comités consultatifs de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), et elle fait partie de l'Initiative HarvestPlus, de la Bill et Melinda Gates Foundation (BMGF) et de l'Initiative Collège des missions africaines de l'Université de Leeds. Entre 2002 et 2007 elle était membre du Parlement du Kenya et ministre de l'Éducation de l'opposition. À présent, elle est présidente du groupe thématique du gouvernement kényan responsable de la sécurité alimentaire et des questions liées à la nutrition. Elle est titulaire d'une licence ès sciences et d'une maîtrise ès sciences de l'Université d'État de Washington, États-Unis, et d'un doctorat de l'Université de Nairobi.

Peu avant que Norman Borlaug ne disparaisse en 2009, j'ai été invitée à siéger au Conseil d'administration de la SAA, un honneur que j'ai accepté sans la moindre hésitation. Depuis le début des années 90, j'ai été conseillère dans le cadre du programme SG2000 en Tanzanie pour ensuite, au début des années 2000, assumer le même rôle auprès du programme SG2000-Ouganda. Ayant personnellement assisté aux travaux de l'organisation sur le terrain, je peux confirmer avoir apprécié ce que j'ai observé. Les agricultrices et les stratégies à élaborer pour améliorer le domaine de la nutrition, grâce à de meilleures conditions de vie, étaient les priorités de mon mandat. Les technologies post-récolte – une fois que les petits exploitants agricoles avaient réalisé des récoltes exceptionnelles – faisaient également partie de mes principaux intérêts.

L'invitation à intégrer l'organisation de Norman Borlaug était d'autant plus précieuse pour moi, que je connaissais Norman depuis une vingtaine d'années. J'ai toujours eu une grande admiration pour la conviction de son engagement et sa persévérance indéfectible à vouloir venir en aide aux populations affamées. Ce sujet me touche particulièrement car, moi aussi, j'ai toujours été sensible au sort des personnes souffrant de la faim dans mon propre pays en Afrique. Je savais que le Dr Borlaug était malade et que la SAA était une organisation en période de transition. Très vite, j'ai été rejointe par le Professeur Gebisa Ejeta, lauréat du Prix mondial de l'alimentation, la troisième personne africaine (l'ancien président du Bénin, Nicéphore Soglo, ayant également fait partie du Conseil) à siéger au Conseil d'administration de la SAA. Gebisa et moi ayant partagé des expériences analogues avec le Dr Borlaug, nous nous devons après sa disparition d'assurer l'avenir de sa chère SAA en l'orientant dans la bonne direction.

En 2010, le prestigieux poste de Président du Conseil d'administration de la SAA m'a été offert, un rôle que j'ai accepté à vrai dire, non sans grande émotion. Prendre la place de Norman Borlaug, est une gageure de taille qui, pour être honnête, me semble pratiquement impossible. Le Dr Borlaug était l'un des plus grands personnages de l'histoire de l'agronomie mondiale. Mais, la nécessité de continuer le travail qu'il avait entamé il y a presque 25 ans, à l'issue de la famine en Éthiopie en 1984, est aussi urgente qu'elle l'était à cette époque.

La SAA est à un tournant décisif de son histoire. Sa vision, le but de sa mission et ses objectifs ont été l'objet d'une vaste restructuration. Une grande partie de ses effectifs actuels sont des nouveaux membres de l'organisation, la plupart étant Africains de souche, et 40 % d'entre eux étant représentés par un personnel féminin. Une révolution en soi !

La SAA s'engage à aider les systèmes de vulgarisation agricole nationaux en place à se transformer, c'est-à-dire qu'au lieu de cibler en priorité la productivité agricole mieux vaudrait qu'ils fournissent aux exploitants agricoles et aux populations rurales des séances de formations et des services consultatifs tout au long de la filière ou chaîne de valorisation. Mais, cette transformation est subordonnée à bien des critères : il faut changer les méthodes d'enseignement de la vulgarisation agricole appliquées dans les collèges et les universités ; il faut mettre au point des systèmes pluralistes de vulgarisation agricole, soit des systèmes où s'associent aux pouvoirs publics le secteur privé, la communauté des ONG et les organisations d'exploitants agricoles pour fournir les services nécessaires ; il faut créer des partenariats et prendre des actions concertées. Mais ce n'est pas tout, cette transformation entend aussi la possibilité pour 70 à 80 % des petits exploitants, notamment les femmes – qui



La SAA a le souci d'accroître la teneur en calories et d'améliorer la qualité nutritionnelle des populations. Dans ce « village » où est développé du maïs protéique de qualité, à Gombe, au Nigeria, un maïs de qualité nutritionnelle supérieure a été largement adopté.

jusqu'à présent n'ont pas été desservis ou ont été mal desservis – d'accéder non seulement aux systèmes de vulgarisation agricole nationaux, mais également à des institutions financières. En dernier lieu, j'ajouterai que la transformation en matière de vulgarisation agricole doit s'aligner sur les amendements correspondants des systèmes politiques et réglementaires agricoles en vigueur, sur les forts investissements – octroyés à la recherche agricole, à l'infrastructure rurale et aux institutions axées sur le marché – ainsi que sur le développement des intermédiaires financiers dont l'intervention est indispensable pour transformer l'agriculture africaine d'une activité de subsistance en une activité capable de stimuler l'industrialisation et une croissance économique soutenue.

D'aucuns déclarent que le programme SG2000 était bien en avance sur son temps quand, en 1986, il a décidé d'introduire des technologies d'optimisation de la productivité chez les petits exploitants. Il a été prouvé, grâce à des millions de démonstrations agricoles, que l'Afrique disposait d'une technologie agricole lui permettant d'amorcer sa propre Révolution verte. De plus, le programme a mis en exergue le fait que les petits exploitants étaient prêts et décidés à accepter et utiliser des nouvelles technologies susceptibles d'améliorer leur rendement. Dans le même temps, ceci a permis de constater qu'il ne suffit pas de cibler uniquement

le côté offre de la transformation. Pour garantir une transformation en bonne et due forme de l'agriculture en Afrique, le marché doit absolument faire aux exploitants des offres alléchantes.

Dans les pages qui suivent sont mis en lumière les travaux et les avancées les plus marquants de la SAA en 2010. Pour en savoir davantage, il suffit de consulter le site Web de la SAA et d'autres publications à ce sujet. J'espère que le lecteur se réjouira autant que moi de l'évolution que connaît actuellement la SAA et nous lui souhaitons le plus grand succès pour ce nouveau voyage. Ensemble, nous atteindrons notre destination. Nous sommes redevables envers tous nos partenaires, petits et grands, aux gouvernements des différents pays avec lesquels nous avons travaillé pour la bonne volonté et la coopération dont ils ont fait preuve envers nous, et envers tous les exploitants agricoles qui se sont engagés à œuvrer avec la SAA. 25 ans déjà...mais le chemin qui reste à parcourir est encore bien long !

Le Professeur honoraire Ruth K. Oniang'o
Président du Conseil d'administration de Nairobi

RAPPORT DE GESTION 2010

Impressionnantes sont les avancées qui ont eu lieu en 2010 avec la mise en œuvre de la nouvelle structure organisationnelle de la SAA et de sa nouvelle approche de gestion matricielle. Tous les postes de directeurs thématiques et nationaux ont été pourvus ainsi qu'une grande partie du personnel des programmes nationaux affecté aux différents domaines thématiques et à la gestion des programmes. En 2010, le volume du personnel de la SAA dépassait de 50 % celui recensé en 2008, au moment où avait débuté le processus de restructuration.

Cinq directeurs thématiques dirigeaient la planification, la programmation, le renforcement des capacités et le contrôle de la qualité dans les domaines suivants :

- Amélioration de la productivité agricole
- Systèmes post-récolte et agroindustriels
- Partenariats public-privé pour la fourniture de services de vulgarisation et l'accès aux marchés
- Développement des ressources humaines
- Suivi, évaluation, apprentissage et partage

Les directeurs thématiques travaillent en étroite collaboration avec le personnel thématique affecté à chacun des pays du SG2000. Les quatre directeurs nationaux, qui pilotent les programmes nationaux du SG2000, ont aussi la possibilité – en consultation avec les directeurs techniques et l'équipe de gestionnaires supérieurs – d'élaborer des programmes de travail personnalisés qui cadrent bien avec les besoins et les opportunités de leur pays respectif.

Pour être efficace, l'organisation matricielle doit s'appuyer sur une excellente communication verticale et horizontale, un respect et une compréhension mutuels à toute épreuve entre et parmi les directeurs thématiques et nationaux, ainsi que sur un *modus operandi* intégré et synergique. C'est bien là l'objectif de la SAA, pour qui atteindre ce niveau de communications et de coopération constituera un véritable défi, toutefois réalisable à condition que le personnel s'engage à y parvenir.

La SAA a pris les mesures nécessaires pour travailler en tenant compte de plus possible de la filière de valorisation. Nous prévoyons pour l'avenir l'instauration de systèmes de divulgation publics-privés, à vocation pluraliste, au sein desquels des organisations du secteur privé, des organisations d'exploitants agricoles et des organisations non gouvernementales (ONG) joueraient un rôle plus large, en se partageant les responsabilités pour dispenser aux petites exploitations des services consultatifs en matière d'agriculture, dans le contexte plus concret des chaînes de valeur agricoles.

D'autre part, il devient de plus en plus évident que le secteur des petites exploitations n'est ni homogène ni statique. Seuls les petits exploitants les plus nantis disposent du capital humain et des biens matériels qui leur permettent d'adopter une stratégie « ascendante » pour participer aux chaînes de valeur agricoles et obtenir des sources de revenus de leurs exploitations agricoles. Mais ces agriculteurs ne représentent pas plus de 15 à 20 % de toute la population agricole réunie. Toutefois, ceci ne veut pas dire que les petites exploitations – dont les biens matériels sont trop précaires pour créer des sources de revenus suffisantes – ne puissent pas, s'ils disposent des capacités sanitaires et pédagogiques nécessaires, améliorer leurs conditions de vie en « abandonnant » l'exploitation agricole et en participant aux marchés du travail urbain. Quant aux petits exploitants les plus démunis, leurs possessions sont si réduites qu'il leur est jusqu'à impossible de conserver les moindres moyens de subsistance, ne disposant même pas d'autres options de

revenus. Pour cette catégorie de personnes, « tenir bon » veut dire protection sociale et investissement dans les enfants pour offrir à la génération suivante des options de subsistance dont ne peuvent pas bénéficier leurs parents. Les contraintes, auxquelles sont confrontées les femmes, dépendent de leurs actifs et aussi des circonstances dans lesquelles elles vivent.

Symposium Borlaug

En juillet 2010, la SAA a organisé à Addis Abeba un symposium auquel ont participé des éminents spécialistes. Le but proposé était tout d'abord d'honorer la mémoire de son fondateur et président, le très regretté Dr Norman Borlaug, et aussi d'exposer sa nouvelle stratégie organisationnelle ainsi que de présenter son nouveau type de leadership aux principaux décideurs des pays participant au programme SG2000. Parmi les quelque 200 personnes qui ont assisté à ce symposium, ont participé des ministres de l'agriculture, des recteurs et des doyens d'université représentant 10 des 14 pays où le programme SG2000 a été mis œuvre dans l'ensemble du continent, des parlementaires et des représentants de bailleurs de fonds bilatéraux, de fondations privées, d'agroindustriels et d'organisations agricoles.

Le discours d'ouverture du Symposium était un message du Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, qui rendait hommage aux exceptionnelles réalisations du Dr Borlaug, décédé en novembre 2009. Cet hommage a été repris par le Président Jimmy Carter, cofondateur de l'Initiative agricole Sasakawa-Global 2000 avec le Dr Borlaug et Ryoichi Sasakawa en 1986. Le Dr Akin Adesina, Vice-président de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA) et un protégé du Dr Borlaug, a fait un éloge émouvant de la remarquable vie et des exceptionnels accomplissements du Dr Borlaug. Le mot de la fin a été prononcé par l'ancien Président du Mozambique, Joachim Chissano, qui a rappelé aux personnes présentes quel était le rêve du Dr Borlaug : celui d'une agriculture africaine commerciale, principalement constituée de petites et moyennes exploitations agricoles dotées de moyens technologiques à vocation scientifique.

Les différents exposés et débats étaient principalement orientés sur les réalités et les défis auxquels fait actuellement face l'agriculture africaine, en termes de recherche, de vulgarisation, de rapports avec les marchés et de développement des ressources humaines en faveur des petits



L'ancien Président des États-Unis, Jimmy Carter, décrit la méthodologie de démonstration agricole dans le cadre du Symposium de Borlaug.

exploitants. Quatre thèmes ont été définis : la politique et la stratégie de développement agricole de l'Éthiopie, le pays d'accueil, la productivité agricole et la fermeture de l'écart de rendement, l'amélioration, de la manutention post-récolte, l'ajout des valeurs et la commercialisation, et les défis et impératifs de l'enseignement agricole.

Les directeurs généraux de la SAA et de son organisation sœur, le SAFE (le Fonds Sasakawa pour l'Afrique pour la formation à la vulgarisation) ont présenté à l'assemblée un aperçu anticipé de notre nouvelle vision, ainsi qu'un énoncé de notre mission et les buts et objectifs du programme. Les précieuses contributions des participants ont été fort appréciées et il est prévu d'en tenir compte lors de l'élaboration finale des nouveaux plans stratégiques de la SAA et du SAFE.

Le nouveau président du Conseil d'administration

Membre du Conseil de la SAA, le Professeur Ruth Oniang'o du Kenya a été élu à la Présidence du Conseil d'administration, à l'occasion des réunions annuelles du mois de novembre 2010, remplaçant le Dr Norman Borlaug. L'expertise que possède le Professeur Oniang'o's, pour avoir travaillé dans les domaines de la nutrition, des sciences alimentaires et du développement de petites exploitations agricoles, font d'elle la personne idéale pour orienter la SAA dans sa nouvelle mission, dans laquelle les agricultrices et la perspective de la chaîne des valeurs figurent au premier rang de son travail de développement et de vulgarisation en faveur des petits exploitants.

Mobilisation des ressources

Tout au long de son parcours, la SAA a bénéficié du soutien inconditionnel de la Nippon Foundation, l'organisation philanthropique privée la plus prestigieuse du Japon. À la fin des années 70 et au début

des années 80, plusieurs pays africains tentaient de faire face à des famines croissantes principalement dues à des périodes de sécheresse interminables. Ryoichi Sasakawa (le fondateur de la Nippon Foundation) a volé à leur secours en fournissant une aide alimentaire aux pays les plus touchés par ce fléau. Mais, il savait pertinemment que cette aide n'était qu'une solution partielle et provisoire. C'est alors qu'il s'est adressé au Dr Norman Borlaug et à l'ancien Président des États-Unis, Jimmy Carter, pour tenter de trouver une solution plus durable au défi alimentaire qui menaçait l'Afrique. Sa vision était celle d'une Révolution verte africaine, à l'instar de celle alors en pleine évolution dans le Sous-continent asiatique, et il était prêt à financer les moyens à déployer à long terme pour y parvenir. Il est apparu que l'un des problèmes majeurs était le recours à des services de vulgarisation, fort médiocres et dans l'ensemble inefficaces. C'est ainsi que la SAA a été fondée pour aider les organisations de vulgarisation publique à renforcer la fourniture de technologies existantes et nouvelles et à fournir tous les renseignements dont avaient besoin les petites exploitations.

Au fil des ans, et sous la houlette de Yohei Sasakawa (le fils de Ryoichi), la Nippon Foundation n'a cessé d'appuyer sans férir les efforts que déploie la SAA pour améliorer l'efficacité des services consultatifs en vulgarisation dans un certain nombre de pays africains. Un soutien de cette ampleur est rare dans l'histoire des organismes de développement. Il a permis à la SAA de se concentrer sur la mise en œuvre de ses programmes nationaux SG2000 sans avoir à se soucier d'obtenir les fonds indispensables à l'exécution de ses programmes. Il est arrivé que parfois d'autres organismes viennent étoffer les fonds disponibles, pour mettre en œuvre des activités bien précises dans des pays phares ; cela dit, la plupart des fonds dont dispose la SAA provient de la Nippon Foundation. Il en va de même en ce qui concerne le SAFE, fondé en 1992 par le Conseil d'administration de la SAA (pour par la suite, en 2004, devenir un organisme indépendant financièrement soutenu par la Nippon Foundation).



Le programme SG 2000-Mali est un sous-traitant de l'Institut d'Économie Rural (IER) travaillant sur un projet financé par l'AGRA en vue de promouvoir le « microdosage » des engrais dans le cas du millet et du sorgho.

Le besoin d'intensifier la production

Néanmoins, au cours des dernières années, du fait d'une meilleure perception des complexités et des défis associés à l'agriculture en Afrique, l'on a reconnu qu'il devenait indispensable d'élargir les programmes d'action en faveur des services de vulgarisation nationale. La SAA et le SAFE y ont donné suite en présentant de nouvelles priorités et des approches programmatiques, impliquant la nécessité de disposer d'apports financiers supplémentaires pour en assurer la mise en œuvre intégrale.

Heureusement, la Nippon Foundation a fait connaître sa ferme intention de continuer à appuyer les programmes de la SAA et du SAFE dans les temps à venir. Sur la base de ce solide appui, la levée de fonds n'est plus qu'une question consistant à mobiliser des ressources supplémentaires servant à renforcer les deux organisations et à intensifier leurs efforts au nom des petits exploitants pauvres en ressources dans les pays phares.

C'est en 2009 que le processus d'élargissement des subventions de la SAA a débuté, s'étendant jusqu'en 2010. Selon les prévisions, dès 2012, les fonds octroyés devraient augmenter de 50 % par rapport à 2008 et de 100 % à l'horizon 2014. Plusieurs projets, tout à fait nouveaux, ont été définitivement approuvés en 2010, permettant à la SAA de sensiblement intensifier ses programmes de travail dans les prochaines années. Les efforts de mobilisation des ressources se concentrent sur cinq catégories d'investisseurs potentiels :

- **Les fondations privées** – En toute probabilité, c'est cette catégorie d'investisseurs qui restera la principale source de financement de la SAA. En 2010, la Nippon Foundation a engagé 7 millions de dollars US au profit de la SAA et 2 millions de dollars US au profit du SAFE en vue de soutenir les activités de leur programme. En octobre 2010, la SAA signait un accord de projet avec la Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF) en vue de resserrer les relations de travail avec le gouvernement éthiopien et, ainsi, consolider l'impact et la pérennité de ses services de vulgarisation agricole. À noter que la SAA fait également office de sous-traitant dans le cadre d'un projet en cours au Mali, que finance l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA) et qui avait été mis en place par l'Institut d'Économie Rural (IER) – l'organisation de recherche agricole nationale – pour élaborer des stratégies durables concernant la fertilité des sols en vue de cultiver le sorgho et le millet. À l'avenir, il est attendu que des fondations privées investiront à peu près 65 % des financements octroyés à la SAA.
- **Les gouvernements nationaux** – La SAA demande à ses gouvernements partenaires de lui réserver un soutien financier. Dans un premier temps, en janvier 2010, huit gouverneurs de l'exécutif des États du nord du Nigeria ont accepté de fournir une subvention supplémentaire en vue de soutenir des programmes locaux SG2000. En 2010, quatre États — Adamawa, Bauchi, Zamfara et Jigawa — ont signé des accords officiels selon lesquels chaque partie s'engage à transférer 30 millions de Naira par an (soit environ 200 000 dollars US) sur un compte de retraits spécial pour soutenir des activités de projets SG200, mutuellement convenues, dans leur État respectif. En juillet 2010, l'État de Jigawa a transféré des fonds, exemple suivi par l'État d'Amawa à la fin de l'année. À l'issue des récentes élections, qui ont eu lieu au niveau national et de l'État, en avril-mai 2010, deux nouveaux gouverneurs et un gouverneur réélu, se sont engagés à libérer les fonds publics promis en 2011. Ces financements, provenant de contreparties, devraient renforcer les subventions gouvernementales en faveur de la vulgarisation, notamment dans le cas de certaines activités précises comme les transports, les intrants, la formation et

la coordination. Par ailleurs, ce type de financement constitue une composante essentielle de la stratégie de la SAA, qui vise à assurer une pérennité à long terme des activités des projets ciblés. Des pourparlers ont été engagés avec des gouvernements d'autres pays aspirant au projet SG2000. Dans les années à venir, cette catégorie devrait représenter 15 % du financement de la SAA.

- **L'aide publique au développement** – Le financement accordé par l'APD à la SAA a augmenté. Depuis 2009, la SAA fait partie des partenaires du projet « Purchase for Progress » (Achats au service du progrès) du Programme alimentaire mondial (PAM P4P), actuellement en cours au Mali, en Éthiopie et en Ouganda. De surcroît, la SAA reçoit des subventions pour aider les organisations agricoles à fournir des grains aux programmes d'achat locaux du PAM. Une formation en amélioration de la productivité agricole et en techniques de manutention post-récolte améliorées – pour fournir des grains, répondant aux normes d'approvisionnement du PAM –, est dispensée aux parties concernées. Le projet P4P permet de créer des centres de collecte en vrac, dotés du matériel de conditionnement et des structures de stockage des grains nécessaires. D'autre part, la SAA se charge également de coordonner le projet Initiative Millet et Sorgho (seconde phase : 2008-12) appuyé par le Fonds international de développement agricole (IFAD), et qui se consacre à élargir la demande des marchés commerciaux en produits à valeur ajoutée au Burkina Faso, Tchad, Niger, Mali et Sénégal. L'Agence japonaise de coopération internationale a, en 2010, approuvé la mise en route d'un projet de développement d'entreprises agroalimentaires, dirigées par des femmes, en Éthiopie. Précisons également que la SAA est un prestataire de services dans le cadre du projet Marchés I de l'USAID (Agence américaine pour le développement international). Toutes les conditions sont réunies pour développer des programmes de vulgarisation en faveur des petits producteurs, qui encouragent une optimisation de la filière des valeurs impulsée par les marchés. Dans les années à venir, cette catégorie devrait représenter 15 % environ du financement de la SAA.
- **Le secteur privé** – La SAA cherche à s'assurer le soutien de sociétés du secteur agroindustriel privé, qu'il s'agisse de petites ou de moyennes entreprises, pour contribuer aux coûts de formation et de démonstration des technologies d'accroissement de la productivité agricole, sur la base d'un code déontologique garantissant une transparence absolue. Cette catégorie d'investisseurs devrait représenter 5 % environ du financement de la SAA.
- **Les agriculteurs** – La vulgarisation agricole est une activité gourmande en main-d'œuvre et intrinsèquement coûteuse. Si les pouvoirs publics assument les salaires, il est rare qu'ils allouent suffisamment de fonds pour couvrir les dépenses opérationnelles. C'est un problème que l'on retrouve dans l'ensemble de la vulgarisation en Afrique et qui affecte sensiblement l'efficacité et l'impact. Il est peu probable que les fonds requis proviennent des pouvoirs publics. Par conséquent, les vulgarisateurs basés dans un village ont besoin de mettre au point un modèle de revenu qui leur permette de générer suffisamment de recettes pour couvrir les frais d'exploitation sur le plan local. Le revenu cible par agriculteur bénéficiaire d'une initiative de vulgarisation est de 5 dollars US par an. S'ils ne contribuent pas directement au financement de la SAA, des modèles de génération locale de revenus permettront de garantir la pérennité des méthodes et des activités de vulgarisation préconisées et pourraient même couvrir la plupart des interventions de vulgarisation locale à coûts variables.

UN HOMMAGE À DEUX MEMBRES PARTICULIÈREMENT DÉVOUÉS DU PERSONNEL, QUI ONT PRIS LEUR RETRAITE EN 2010

DR TAREKE BERHE – VINGT ANS AU SERVICE DE LA SAA

Tareke Berhe (Éthiopien de souche, naturalisé américain), diplômé de l'Université d'Alemaya, a fait ses débuts professionnels en tant que premier sélectionneur de tef de l'Institut éthiopien de



recherche agricole (IAR). En 1968, le Dr Berhe a dans le cadre de son travail assisté au cours de formation sur le blé organisé au Mexique par le CIMMYT sous la tutelle de Norman Borlaug. Particulièrement impressionné par son assiduité au travail, Borlaug a recommandé à la Fondation Rockefeller que soient octroyées à Berhe des bourses lui permettant de poursuivre ses études en vue d'obtenir tout d'abord une maîtrise ès sciences à l'Université de Nebraska et, plus tard, un doctorat à l'Université de l'État du Kansas. Après avoir travaillé pour l'ICRISAT et l'IITA, le Dr Berhe a adhéré au programme agricole Global 2000 en 1989 au Zambia, jusqu'à la conclusion du projet au deuxième semestre de 1991. Ensuite transféré au programme SG2000-Ghana, en 1996 il a lancé le nouveau programme SG2000-Guinée dont il a été responsable en tant que Directeur. En 2004, il a été nommé Directeur du Programme régional du riz de la SAA. À l'issue de la réorganisation de la SAA, il a été promu au poste de Directeur de l'amélioration de la productivité agricole en 2009, une fonction qu'il a continué à assumer jusqu'à sa retraite en février 2010.

Le Dr Berhe est un homme ayant des intérêts multiples. Même s'il a dédié de nombreuses années de sa vie à la vulgarisation agricole, une de ses passions est la recherche agricole. Il porte un intérêt tout particulier à l'amélioration du tef, restant toujours à l'avant-garde de tout progrès susceptible d'accroître les rendements. Son travail de promotion du riz

a été largement acclamé, notamment dans la Lettre d'information de la SAA – « Feeding the Future » (Alimentons l'avenir), 27e Édition. C'est un formateur et un professeur accompli, des qualités qui ont davantage contribué à sa réussite tout au long de sa carrière auprès de la SAA.

DR MARCEL GALIBA – LE « DOYEN » DU PERSONNEL DE LA SAA

Marcel Galiba a mis fin à sa carrière en fin 2010, en tant que membre le plus ancien de la SAA. Avec à son actif plus de 24 ans de présence dans l'organisation, il a occupé le poste de Directeur national au Ghana, Bénin, Togo, Burkina Faso et au Mali. Il a été l'initiateur, au profit de la SAA, de l'élaboration d'une théorie de changement dépassant les dimensions de la productivité agricole. Auteur de programmes de pointe, il a aussi conclu des partenariats au sein des organismes d'épargne et de crédit, d'associations agricoles, de bourses de grains, de bourses de soutien aux semences et a assuré la commercialisation de nouveaux produits de valeur plus élevée provenant des cultures vivrières de base. De surcroît, il a formulé des programmes novateurs visant à intégrer des cultures d'engrais vert et une gamme de mesures de conservation des sols à des programmes de productivité agricole. Il possède une vision intégrée du développement des petites exploitations et nombreuses sont ses idées qui sont désormais enracinées dans la vision stratégique de la SAA.



Le Dr Galiba a conservé son poste de directeur du Thème 3 (Partenariats public-privé) jusqu'en décembre 2010. Son parcours professionnel vous est expliqué en détail à la page 11.

THÈME 1

AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

Dès son début en 1986, l'introduction et la promotion des technologies de cultures vivrières, utilisées pour améliorer la productivité, sont les principaux objectifs du programme agricole SG2000. Les céréales – qui représentent jusqu'à 50 % de l'apport alimentaire de l'Afrique subsaharienne – sont sa première préoccupation. Des packages de technologies améliorées (comprenant principalement des recommandations en matière de gestion des engrais, des variétés améliorées en plus de conseils en gestion des cultures) a été remis à plus de 3 millions d'agriculteurs sur des parcelles de démonstration de vulgarisation. Les rendements des cultures, sur ces parcelles, se sont révélés être en principe de 2 à 3 fois plus élevés que ceux enregistrés par les agriculteurs. Néanmoins, malgré ce potentiel, il est peu probable que plus de 20 à 25 % des agriculteurs adoptent les packages de technologies recommandées, surtout en ce qui concerne les engrais. Ces packages technologiques étaient en fait trop onéreux pour la plupart des petits producteurs et l'accès aux intrants étaient bien souvent un obstacle majeur.

En 2009, la SAA a lancé une nouvelle initiative davantage participative, encourageant les agriculteurs à travailler avec les vulgarisateurs pour sélectionner, dans un éventail d'options, des technologies de type convenant selon eux le mieux à leurs circonstances. Par exemple, nous offrons deux à trois options de gestion de la fertilité des sols, dont certaines contenant des doses d'engrais chimiques moindres, combinées à une proportion plus élevée de source organique. À présent, la promotion des technologies est subordonnée à un objectif plus explicite pour accroître les revenus des agriculteurs (et non pas simplement aux rendements et à la production globale). C'est ainsi que les composantes coûts et risques pèsent davantage dans la balance au moment de se décider sur le choix des technologies à démontrer.

La SAA s'emploie à allouer 70 % de nos ressources du Thème 1 aux agriculteurs n'ayant pas encore bénéficié de services consultatifs en vulgarisation, particulièrement aux agricultrices mais aussi aux producteurs pauvres en ressources et aux agriculteurs géographiquement plus éloignés. Les 30 % restants des ressources du Thème 1 sont destinés aux petits exploitants relativement mieux nantis qui, par tradition, sont des « vendeurs nets de denrées alimentaires » ou qui ont le potentiel de le devenir. Dans ce segment, la priorité revient au potentiel de rendement élevé et à la qualité des grains, en vue de maximiser l'initiative de valorisation et les revenus. Ces travaux sont canalisés par le biais d'associations d'exploitants agricoles, dont on doit s'assurer l'appui pour engager les petits exploitants à s'implanter avec succès sur les marchés commerciaux.

Les principaux objectifs du Thème 1 sont les suivants :

- Évaluer les écarts de productivité et identifier des technologies adaptées permettant d'accroître la productivité agricole, la production et les revenus, de manière durable.
- Mettre au point, adapter et affiner des activités de renforcement et de consolidation des capacités, en vue d'instaurer un système économique et efficace de création de connaissances et de compétences, et de les transférer aux vulgarisateurs et exploitants agricoles.
- Mettre au point, évaluer et mettre en œuvre des approches de vulgarisation bien précises, pour intégrer des petits producteurs et des agricultrices mal desservis aux systèmes de vulgarisation agricole.
- Rechercher, adapter et utiliser des nouvelles connaissances, compétences et technologies, et pouvoir y accéder, dans le but d'améliorer les activités de vulgarisation et la productivité agricole, et

DIRECTEUR THÉMATIQUE DR ANDREAS OSWALD



Le Dr Andreas Oswald (Allemagne) a, au mois de juillet 2010, été officiellement nommé Directeur du programme thématique de l'Amélioration de la productivité agricole. En 1993, un doctorat en sciences agricoles lui a été décerné à l'Institut des Sciences tropicales de l'Université de Justus-Liebig (Giessen). De 1995 à 2000, il a occupé le poste de Scientifique adjoint auprès du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT),

se spécialisant dans la lutte contre le striga et, entre 2001 et 2004, il a assumé la fonction d'Agronome de systèmes de culture auprès de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique (ADRAO). Avant d'intégrer la SAA, le Dr Oswald travaillait en qualité d'expert en gestion agricole intégrée pour le compte du Centre international de la pomme de terre (CIP), avec pour mission d'élaborer des stratégies et des technologies portant sur les systèmes de culture ainsi que de gérer la fertilité des sols pour la culture des pommes de terre et des patates douces dans la région de la cordillère des Andes, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud-Est.

faire part des demandes et défis présents au secteur de la recherche et/ou aux parties prenantes concernées.

- Intégrer l'accroissement de la productivité agricole à l'approche de la chaîne de valorisation de la SAA, pour exploiter les synergies parallèlement aux autres thèmes pour desservir les agriculteurs plus efficacement.
- Contribuer, en se fondant sur des preuves, aux extrants et aux effets de nos activités, documenter et communiquer les résultats et les conclusions aux partenaires, parties prenantes et aux groupes et institutions intéressés.

Une formation en gestion agricole, avant tout pratique, est offerte à des experts en vulgarisation, des agents de vulgarisation de terrain, des facilitateurs communautaires, des petites exploitants agricoles et d'autres parties prenantes, comme des distributeurs d'intrants et des producteurs de semences. Dans le cas des exploitants agricoles, des agents de vulgarisation et des facilitateurs communautaires, la formation est dispensée au début, au milieu et à la fin de la saison des cultures. Une formation est également donnée aux membres des organisations d'exploitations agricoles (sous l'impulsion du Thème 3, mais dans le cadre du Thème 1). Les séances de formation s'articulent autour de l'exploitation agricole, en tant qu'entreprise commerciale, et englobent la planification et l'établissement des priorités, la sélection des technologies, la budgétisation et des comparaisons entre les coûts et les profits.



Toucher les agricultrices est à présent la principale préoccupation de la SAA. Le nombre de petites agricultrices WAD dépasse les prévisions.

Plates-formes d'apprentissage en faveur des exploitants agricoles

Les programmes nationaux SG2000 ont débuté en mettant en place des plates-formes d'apprentissage à l'intention des agriculteurs, en 2009, en tant que principale méthodologie de formation et de vulgarisation. Ces plates-formes consistent en trois types de parcelles de démonstration, à savoir : les parcelles à options technologiques, les parcelles de démonstration WAD (« Women-assisted demonstrations » c'est-à-dire des parcelles de démonstrations exclusivement dédiées aux femmes) et les parcelles d'essai de production lancées par les agriculteurs.

Les parcelles à options technologiques, qui normalement occupent une surface de 1 500 m², sont divisées en trois petites parcelles contiguës de 500 m² chacune. La première petite parcelle est destinée à démontrer les recommandations officielles des centres de recherche agricole, la deuxième parcelle est une variante (intermédiaire) moins chère de la précédente et la troisième représente l'option la meilleure marché qui, toutefois, n'en fournit pas moins un rendement mesurable et un impact sur les bénéficiaires.

Les démonstrations WAD sont des versions simplifiées des parcelles à options technologiques. Elles s'adressent spécialement aux agricultrices pauvres en ressources, dont la participation directe à des démonstrations agricoles a dans le passé été exclue avec pour conséquences – pour la communauté – un retard en matière de connaissances techniques et de performance agronomique sur le terrain. De surcroît, ces démonstrations WAD intègrent en option des technologies spécialisées meilleur marché (mais ayant toutefois un impact potentiel très prometteur). Elles occupent normalement des surfaces de 500 à 1 000 m². Une démonstration WAD

est affectée à environ 10 à 15 femmes, organisées en un « groupement autonome ».

Les parcelles à options technologiques et les démonstrations WAD tiennent lieu de points focaux majeurs pour la formation agronomique et l'évaluation technologique des communautés et des groupes. Elles servent à introduire des innovations technologiques dans la communauté la plus large et servent aussi de sites où se déroulent des journées d'activités sur le terrain axées sur la communauté.

Les nombreux agriculteurs, qui participent à une formation basée sur les plates-formes d'apprentissage, et à des journées d'activités sur le terrain mettront alors en pratique les nouvelles options technologiques démontrées sur leur propre terre, et à leurs propres frais, avant de se prononcer définitivement sur l'adoption desdites technologies et sur l'intensification de leur production. Nous désignons ces parcelles sous le nom de parcelles d'essai de production. Les exploitants qui instaurent ces parcelles achètent les intrants, utilisent la surface de parcelle qu'ils désirent et peuvent sélectionner l'une des diverses options qui ont été démontrées. Des conseils techniques leur sont au besoin donnés, mais aucune supervision approfondie de la part du personnel de vulgarisation et du programme de la SAA n'a été prévue.

Activités en 2010

Le nouveau Directeur thématique de l'Amélioration de la productivité agricole a pris ses nouvelles fonctions le 1er juillet 2010. Après avoir pris connaissance des activités de la SAA et assisté au Symposium de Borlaug, il a rendu visite aux différentes équipes nationales et observé les activités se déroulant sur le terrain au Mali, Nigeria, Ouganda et en Éthiopie. Un cadre logique et des plans d'activité pour l'année 2011 ont été mis au point, en collaboration avec les équipes nationales, puis ont été présentés à la haute direction de la SAA à l'occasion de la retraite organisée au Cape Coast en septembre 2010.

Le programme agricole de la SAA prévoit 17 récoltes différentes couvrant les quatre pays, à savoir : le maïs, les haricots, le riz des hauts plateaux, le soja, l'arachide, le manioc, les patates douces, le millet, le sorgho, le tef, le blé, les haricots, les pommes de terre, le niébé, le sésame, la tomate et les poivrons. À peu près 1 480 parcelles à option technologique ont été instaurées et 1 980 démonstrations WAD ont été organisées. De surcroît, les agriculteurs ont instauré environ 16 000 parcelles d'essai de production, soit un chiffre légèrement inférieur à celui prévu en Éthiopie et au Nigeria en raison des inondations et des dommages dus au bétail. Ont participé aux séances de formation, dans les quatre pays, 550 agents de vulgarisation, 450 facilitateurs communautaires et 20 000 exploitants agricoles.

Au mois de novembre, un Atelier de vulgarisation – Concepts et Procédures – en matière d'amélioration de la production agricole a été organisé à Addis Abeba à l'intention de toute l'équipe participant au Thème 1, ainsi que des coordonnateurs œuvrant sur d'autres thèmes. Précisons que cet atelier n'est que le premier de maints autres événements à venir. Il est essentiel d'élaborer des lignes directrices indiquant que faire pour travailler avec des agriculteurs représentatifs, en vue de planifier le contenu des parcelles à options technologiques et les démonstrations WAD, et d'améliorer le processus de sélection des sites de plates-formes d'apprentissage des agriculteurs, ainsi que la collecte et l'analyse des données.

THÈME 2

MANUTENTION ET AGROTRANSFORMATION POST-RÉCOLTE

DIRECTEUR THÉMATIQUE

Mme LEONIDES HALOS-KIM



Mme Leonides Halos-Kim (Philippines) est un ingénieur agricole expérimenté qui, depuis 1980, travaillait sur la scène internationale, quand elle a intégré le Service du génie agricole de l'IRRI (Institut international de recherche sur le riz). Mme Halos-Kim est titulaire depuis 1985 d'une maîtrise ès sciences en Ingénierie de l'Institut asiatique de technologie (Thaïlande). Elle prépare actuellement un doctorat sur le Développement rural (Université d'enseignement à distance de Central Luzon State). Elle est entrée

à l'ITTA en 19981 en tant que Spécialiste en recherche sur l'ingénierie de transformation agricole et alimentaire, et a occupé le poste de Responsable du Service d'ingénierie post-récolte de 1999 à 2004. Elle a travaillé pour la SAA en qualité de conseillère entre 2005 et 2008 avant d'adhérer à plein temps au Programme de manutention et d'agrotransformation post-récolte. Après le départ de M. Toshio Mado, elle a été nommée Directrice thématique (entrant officiellement dans ces fonctions le 1 janvier 2010).

Travaux de valorisation post-récolte

Le fait d'accroître la productivité des cultures vivrières ne suffit généralement pas à assurer la survie des petits exploitants agricoles. Il est essentiel qu'ils puissent valoriser leur production primaire, tout en diversifiant leur gamme d'activités génératrices de recettes, à la fois sur l'exploitation et en dehors de celle-ci.

Le personnel, responsable du Thème 3, désire aider les agriculteurs à valoriser leurs produits agricoles dans la phase postproduction. Pour y parvenir, il a recours à un certain nombre d'activités visant à atteindre quatre objectifs bien précis :

- Favoriser l'utilisation de technologies de manutention et de stockage post-récolte, pour réduire les pertes, améliorer la qualité et la sécurité alimentaire, et renforcer la sécurité alimentaire et les revenus des petits exploitants. .
- Renforcer les capacités de vulgarisation pour dispenser une formation des technologies agroindustrielles valorisantes et pour promouvoir le développement des entreprises rurales extra-agricoles, pour aider les agriculteurs pauvres en ressources et spécialement les femmes.
- Encourager l'expansion de réseaux des prestataires de services privés, pour offrir des services mécanisés valorisants aux agriculteurs, en fonction de leurs besoins, allant de la plantation à la récolte et à l'agrotransformation et au transport des exploitations jusqu'aux marchés.
- Renforcer et consolider la capacité des entreprises privées à fournir et à entretenir l'ensemble des machines et du matériel d'agrotransformation et post-récolte recommandés, dont les installations de séchage et d'entreposage.

La plus grande partie des travaux de manutention post-récolte du Thème 2 a pour but de renforcer la compétitivité des petits exploitants axés sur les pratiques commerciales et participant aux activités visant à améliorer la productivité agricole, dont question dans le Thème 1. Les membres du personnel affecté au Thème 2 aident les agriculteurs à améliorer l'efficacité et la qualité de la manutention post-récolte : il est important que les grains ne soient ni fendus, ni infestés, qu'ils soient exempts d'impuretés et soient suffisamment secs pour les entreposer sans qu'ils soient exposés à de la moisissure. En fait, les programmes de vulgarisation sensibilisent les agriculteurs à la demande en grains de qualité de la part des marchés. De plus, le Thème 2 s'efforce d'introduire une technologie optimisée (en grande partie mécanisée) pour les opérations de battage/égrenage, séchage et calibrage. À noter aussi qu'en ce qui concerne les petits exploitants participants – qu'ils souffrent d'insécurité alimentaire ou qu'ils soient plus axés sur le commerce – réduire les pertes d'entreposage post-récolte fait partie de leurs priorités.

Un excellent exemple de la stratégie d'amélioration de la manutention post-récolte de la SAA est l'introduction du battage de tef mécanisé à Shashemene, en Éthiopie, dont nous avons parlé auparavant. Le battage du tef présente plusieurs avantages : sa rapidité par rapport aux méthodes traditionnelles, une opération propre et l'obtention d'un grain mieux conservé. Cela dit, il est évident qu'une batteuse motorisée est bien trop onéreuse et qu'elle est trop puissante pour n'être utilisée que par un seul agriculteur. Pour répondre à la demande, on a assisté à une évolutivité de quelque 200 petites entreprises de battage commerciales. Ce modèle de petites entreprises rurales – qui peut être utile pour des activités d'égrenage de maïs, de battage et d'usinage de riz, et de fabrication de farine – est à présent exploité par la SAA dans d'autres pays phares pour intensifier l'adoption de technologies post-récolte potentiellement profitables, en s'adressant à des prestataires de services privés.

Ne manquons pas d'ajouter que les membres du personnel du Thème 2 œuvrent aussi de près avec des familles pauvres en ressources et souffrant d'insécurité alimentaire, s'efforçant de leur offrir des perspectives d'emploi en dehors des exploitations en encourageant l'expansion d'entreprises agroalimentaires. Les groupements d'exploitations, axés sur les femmes, bénéficient d'une aide leur permettant de produire des denrées commercialisables issues des récoltes localement à leur disponibilité et qui leur est possible de vendre sur les marchés locaux et dans des plus grandes agglomérations pour venir compléter leurs revenus agricoles. Ces produits alimentaires transformés sont préparés à base de recettes ménagères, et les conseillers en économie domestique donnent des conseils techniques pour améliorer la valeur et l'hygiène nutritives (traitement et emballage) et ainsi offrir aux consommateurs des produits plus appétissants. L'on a constaté que les produits étaient de plus en plus populaires, aussi bien localement que dans les grands agglomérations et villes, -un signe encourageant pour l'expansion des futures agroindustries.

La SAA attache aussi un intérêt particulier aux habitants des zones rurales, surtout aux femmes, mettant tout en œuvre pour les aider à développer des agroindustries susceptibles de valoriser les récoltes dans son programme agricole. Nous donnerons en exemples l'étuvage du riz, l'extraction d'huile d'arachide, la production de condiments à base de soja, et la fabrication de farine à partir de toute une variété de céréales. L'action ciblant les entreprises agricoles, axées sur les cultures vivrières, dont question dans le cadre du Thème 1, garantit un avantage supplémentaire que procurent la productivité agricole ainsi qu'une manutention et

une agrotransformation post-récolte. En fait, ce type d'activité intégrée représente l'expression absolue de la filière de valorisation au sein d'un nouveau modèle de développement des petites exploitations de la SAA.

À tous les niveaux de son travail de vulgarisation, la SAA ne ménage aucun effort pour introduire une technologie d'accroissement de la productivité en vue d'améliorer aussi bien l'efficacité que la qualité. Dans le cadre du Programme de manutention et d'agrotransformation post-récolte (PHAP), nous aidons les petits exploitants et les entrepreneurs à identifier et à vérifier les technologies optimisées, ainsi d'ailleurs que les processus et le matériel. Nous nous arrangeons aussi pour intégrer à chaque programme national les informations nécessaires sur les dernières technologies, en expliquant comment se les procurer. D'autre part, nous travaillons avec des constructeurs de machines pour mettre au point et démontrer les nouveaux matériels, et dispensons aussi des cours de formation aux prestataires de services et à d'autres utilisateurs finals. Mais notre action ne s'arrête pas là, nous formons aussi des fabricants de la région pour leur permettre de produire – de manière durable et économique – du



Mettre à la portée des petits exploitants des services de manutention et de transformation post-récolte, par l'intermédiaire de l'expansion de prestataires de services privés, est l'un des principaux objectifs du programme de la SAA.

matériel d'agrotransformation et post-récolte de grande qualité ; nous œuvrons pour instaurer des systèmes en bon état d'entretien, en étroite collaboration avec les responsables du Thème 3, nous assurons un appui technique à chaque programme national en identifiant les liens existant entre les marchés, tout au long des chaînes de valeur du secteur agricole pour ainsi faciliter l'utilisation des technologies valorisantes.

Activités en 2010

Pendant les premiers mois de 2010, nous avons recruté les membres de l'équipe représentant le Thème 2, de sorte que les quatre pays considérés aient chacun un Coordonnateur thématique et au moins un Administrateur de programme (hormis au Mali, où nous n'avons pas encore nommé d'Administrateur de programme). C'est ainsi que nous disposons à présent d'une équipe presque complète, prête à mettre en œuvre les activités du PHAP dans chaque pays concerné. Nous avons amorcé un programme de renforcement des capacités du personnel sélectionné, en organisant un atelier en 2010, et en prévoyant d'en réunir d'autres en 2011 et au-delà. Dans le cas du personnel du Thème 2, les ateliers seront plus intensifs. Nous envisageons également d'offrir des ateliers de renforcement des capacités en manutention et agrotransformation post-récolte au personnel travaillant dans des domaines thématiques différents.

Pour mieux orienter les travaux dont ils sont chargés dans le cadre de chaque programme national SG2000, il est demandé aux membres du personnel participant au Thème 2 de procéder à des enquêtes d'évaluation visant à recueillir les points de vue des agriculteurs sur leurs problèmes de post-récolte les plus sérieux, pour ensuite exprimer leurs préférences envers d'éventuelles interventions le long de la chaîne des valeurs. La SAA dispense une formation aux enquêteurs et a formulé un questionnaire sous un format semi-structuré, modifiable selon les circonstances de la région. Précisons que ce sont les services de vulgarisation du ministère de l'Agriculture de chaque pays qui décident du choix des répondants, avec des interviews à l'appui.

En 2010, plusieurs nouveaux prototypes étaient en développement. Des essais étaient réalisés sur une nettoyeuse de grains pour en vérifier le plein rendement et la durabilité, ainsi que sa souplesse d'adaptation à d'autres récoltes, notamment le tef et les haricots. D'autres activités se sont poursuivies dans ce sens, comme l'évaluation et l'adaptation d'une égreneuse à maïs, d'un moulin à riz à cylindres en caoutchouc modulaire, d'un concasseur à mouture humide pour la transformation de l'arachide et du tariké en beurre. Un manuel d'opérateur sur la nettoyeuse de grains et l'égreneuse à maïs a été compilé. Il est prévu de l'imprimer et de le distribuer.

En mai et en juin 2010, un cours de formation de 2 semaines sur la construction et l'exploitation de l'égreneuse à maïs et la nettoyeuse de grains a été organisé à Addis Abeba à l'intention des fabricants. En cette occasion, l'accent a été porté aussi bien sur les aspects techniques de la construction que sur la sécurité fonctionnelle, le contrôle de qualité, les coûts et l'exploitation.

THÈME 3

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE VULGARISATION ET L'ACCÈS AUX MARCHÉS

DIRECTEUR THÉMATIQUE DR MARCEL GALIBA



Le Dr Galiba (Sénégal) a été élevé à Dakar avant d'entrer à l'Université d'Abidjan pour y faire des études d'agriculture. Après avoir obtenu son diplôme en 1974, il a travaillé pour l'Institut national de la recherche agronomique du Sénégal (INSRA). En 1976, il s'est vu accorder une bourse d'études du CRDI au Canada pour y préparer une maîtrise ès sciences à l'Université de Laval au Québec, pour ensuite rejoindre l'INSRA en 1979, et y

travailler sur l'amélioration du sorgho. En 1982, l'USAID lui a accordé une bourse pour poursuivre ses études à l'Université du Texas A&M, où il a eu l'occasion de rencontrer et de fortement impressionner Norman Borlaug. En 1986, Borlaug lui a demandé de participer avec lui au programme agricole SG2000 pour, en 1990, le nommer Directeur national du programme SG2000 pour le Ghana, un poste qu'il a occupé pendant un an. En 1991, le Dr Galiba a été nommé Directeur national du programme SG2000 pour le Bénin et le Togo, étant à nouveau transféré en 1996 à la fonction de Directeur nationale du programme SG2000 pour le Burkina Faso et le Mali. En 2010, le Dr Galiba a été nommé au poste de Directeur des Partenariats public-privé et de la fourniture des services de vulgarisation et de l'accès aux marchés, pour le compte de la SAA. Il a pris sa retraite à la fin de l'année 2010.

Voilà bien des années que les fonds alloués à la vulgarisation agricole en Afrique subsaharienne sont loin de suffire et qu'elle dépend en fait de l'appui de l'ODA pour financer maintes de ses activités. Même si les pouvoirs publics ont assumé les coûts de personnel, ils n'ont alloué que très peu de fonds aux opérations proprement dites. En un mot, à l'exception de périodes de financement international, la plupart des systèmes de vulgarisation nationaux se sont révélés peu performants et inefficaces.

Dans le même temps, il apparaît que les petits exploitants ont du mal à accéder aux marchés. Et qui plus est, alors que les intermédiaires jouent un rôle important en introduisant les agriculteurs sur la place du marché, bien souvent ils profitent de la faiblesse des agriculteurs non organisés.

Le but que se propose le Thème 3 est d'instaurer des partenariats public-privé pour encourager la fourniture de services de vulgarisation et le développement de l'agriculture chez les petits exploitants, en leur permettant d'accéder aux marchés dans des conditions plus rentables. Pour y parvenir, il a recours à un certain nombre d'activités visant à atteindre les objectifs ci-après :

- Mettre au point des modèles générateurs de revenus pour assurer l'évolutivité et la durabilité des services consultatifs dispensés aux petits exploitants. Ceci sous-entend s'adresser à des fournisseurs d'intrants agricoles, des prestataires de services agricoles et des organisations d'agriculteurs, pour les inciter à financer les services consultatifs de vulgarisation agricole et ainsi aider les petits exploitants.

- Soutenir l'émergence des organisations d'agriculteurs, disposant des moyens de fournir les informations, des intrants, des crédits nécessaires et la potentialité suffisante pour découvrir les marchés et y accéder. Ceci signifie encadrer les organisations d'agriculteurs pour leur permettre de mener des analyses de la demande des marchés et d'élaborer des plans d'expansion d'entreprises viables.
- Organiser et commercialiser des cours de formation spécialisés en approvisionnement d'intrants, en production de semences, en gestion des récoltes et sur les méthodes de vulgarisation – sur la base de recouvrement des coûts – à l'intention des organisations privées dans les secteurs de production de semences, de cultures et d'intrants agricoles.
- Aider les nouvelles organisations d'agriculteurs partenaires et les nouveaux entrepreneurs à trouver de nouveaux débouchés commerciaux, cette initiative concernant en particulier les femmes et les jeunes adultes.
- Faciliter l'obtention de services de crédit pour les organisations d'agriculteurs et les entrepreneurs.
- Appuyer les nouvelles activités d'expansion des entreprises des projets de la SAA.

Élaboration de nouveaux modèles pour financer la vulgarisation

Nous cherchons à convaincre des fournisseurs d'intrants privés (de semences, d'engrais, de produits antiparasitaires à usage agricole et de matériel) à soutenir financièrement les services de vulgarisation agricole des petites exploitants. Dans le temps, il est probable – au fur et à mesure que les chaînes d'approvisionnement d'intrants privés affirment davantage leur position – qu'elles fourniront elles-mêmes des services de vulgarisation aux agriculteurs, à l'instar des pays industrialisés. Cela dit, à court et moyen terme, la prévision de partenariats entre les organisations publiques et privées, et aussi avec les organisations d'exploitants agricoles, est un impératif.

Dans ce modèle de partenariat, on s'attend à ce que ce soit les pouvoirs publics qui dirigent la plupart des recherches sur les cultures vivrières de base et qui, essentiellement, se chargent de fournir des services de vulgarisation aux petits exploitants. Il revient aux fournisseurs d'intrants privés de subventionner les démonstrations sur le terrain et les programmes de formation, et aux organisations d'agriculteurs de financer une partie des coûts d'exploitation régionaux (villages, petites agglomérations) associés à la vulgarisation, dont la formation et éventuellement les petites rémunérations allouées aux facilitateurs communautaires (auxiliaires de vulgarisation)

La signature, à la fin de 2010, d'un accord conclu avec la Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF) – sollicitant l'engagement du ministère de l'Agriculture éthiopien et d'Oxfam America dans un projet d'expansion de la vulgarisation – a considérablement renforcé l'importance que revêt la mise en place de modèles de services consultatifs en vulgarisation, en consultation avec des partenariats entre des organisations des secteurs public et privé et avec la contribution personnelle des agriculteurs. Un des objectifs majeurs est d'élaborer un modèle participatif de vulgarisation axé sur les communautés, au sein duquel les exploitants de la région participent également au financement d'un segment des coûts d'exploitation communautaires. Il est prévu que le projet éthiopien nous offrira la possibilité d'œuvrer avec les exploitants à l'élaboration de ce modèle.



Des agriculteurs participants repèrent le marché propice à des grains de qualité dans les zones urbaines. La SAA s'engage à faire en sorte que les petits exploitants soient les bénéficiaires de la croissance de la demande des marchés urbains.

Renforcement des organisations d'exploitants agricoles

L'accès au marché selon des procédures plus rentables est une raison essentielle pour créer des organisations à vocation agricole. À ce sujet, nous pouvons affirmer que les programmes nationaux SG2000 s'emploient de plus en plus à contribuer au resserrement des liens entre les groupements d'agriculteurs et les acheteurs commerciaux, tout en soutenant la capacité des exploitants participants à négocier et à conclure des accords contractuels dont ils pourraient bénéficier. Nous travaillons avec des organisations d'agriculteurs pour aider leurs membres à apprendre à mieux capter les signaux du marché (prix), et ainsi leur permettre de prendre les décisions concernant la production, d'adopter les meilleures pratiques pour satisfaire aux normes de qualité applicables aux grains, à rechercher des services financiers pour étendre leurs activités économiques et à améliorer la négociation collective avec les fournisseurs d'intrants et les acheteurs d'extrants.

La SAA est un partenaire de l'Initiative « Purchase for Progress » (Achats au service du progrès) du Programme alimentaire mondial (PAM P4P), actuellement en cours au Mali, en Éthiopie et en Ouganda. L'objectif du projet P4P est de vulgariser les achats sur le plan local et régional en y incluant les petits exploitants. Cette action demande à ce que les normes de qualité des grains du PAM soient respectées (en termes de teneur en humidité, de pourcentage minimal de grains cassés et d'impuretés) et que les petits exploitants regroupent leurs récoltes excédentaires de sorte que 50 tonnes tout au moins – de préférence 100 tonnes – puissent être collectées. Les programmes nationaux SG2000 assument le rôle de partenaires du « côté de l'offre » dans le cadre de l'initiative P4P, offrant aux exploitants organisés un appui technique et une formation en accroissement de la productivité agricole, en manutention post-récolte ainsi qu'en gouvernance et gestion des organisations à vocation agricole.

Une formation spécialisée pour les organisations fournisseuses d'intrants

L'un des principaux objectifs du Thème 3 est d'encourager la volonté et la capacité du secteur agroindustriel local – en particulier les entreprises semencières et les distributeurs d'intrants – qui est bien placé pour offrir aux petits exploitants l'appui solide dont ils ont besoin sur le plan de la vulgarisation. Au nombre des pays phares de la SAA, l'Ouganda est celui qui compte la plus large proportion d'agrodistributeurs, à vrai dire plus de 2000 (soit une moyenne de 29 agrodistributeurs par district). Bien souvent, ces entreprises représentent le premier contact avec lequel peuvent communiquer les exploitants ayant besoin de conseils consultatifs, mais force est de constater que la plupart du temps elles manquent d'une formation adéquate en pratiques agronomiques de base. Qui plus est, les intrants qu'elles vendent sont en général conditionnés pour des opérations de nature commerciale plutôt que pour des petits exploitants.

La précarité des systèmes de production et d'approvisionnement des semences constitue une entrave majeure à l'amélioration de la productivité agricole, dans les pays phares de la SAA, où l'on observe une mixité de producteurs de semences publics et privés. Normalement, le secteur privé a tendance à s'orienter vers la production de semences hybrides, laissant les variétés à pollinisation libre aux organisations d'agriculteurs et aux producteurs communautaires. Toutefois, comme l'atteste l'expérience en Éthiopie, quand munies d'une bonne formation et bien encadrées, les organisations d'agriculteurs sont aussi capables d'assurer la production de variétés hybrides.

Accès des organisations d'agriculteurs au crédit agricole

La plupart des gouvernements des pays phares participant au SG2000 offrent quelques formes de prêts aux petits exploitants. Ceci est vrai pour l'Éthiopie, le Mali et le Nigeria. Généralement, les prêts accordés concernent les entrants de production pour une parcelle de 0,5 à 1 hectare. Bien souvent, un certain nombre d'agriculteurs participant au programme de démonstration agricole SG2000 et du ministère de l'Agriculture font partie des exploitants auxquels sont accordés ces prêts. Mais la proportion de bénéficiaires de prêts est limitée dans ce type de programmes gouvernementaux. Les banques évitent autant que possible d'octroyer ce type de prêts, aux motifs du manque de garanties de la part des agriculteurs et de l'agriculture pluviale. Pour la plupart d'entre eux, les petits exploitants n'ont pas d'autre recours que de financer eux-mêmes les intrants dont ils ont besoin.

La SAA s'occupe des mécanismes d'obtention de crédits sur nantissement des stocks (warrantage) dans le cadre des programmes SG-2000 au Mali et en Ouganda et d'autres projets (PAM P4P et AGRA). Dans ces cas, le grain est livré à un entrepôt de stockage et les agriculteurs utilisent le reçu comme garantie pour obtenir un crédit partiel des institutions financières.

Activités en 2010

Parmi les activités du Thème 3 en 2010, nous citerons la poursuite assidue du personnel à pourvoir pour les bureaux nationaux. Cette tâche s'est terminée au milieu de l'année. Cependant, la démission du coordonnateur du Thème 3, en Ouganda, a laissé vacant un poste clé à combler à la fin de l'année. Au mois de juillet, un atelier « Concepts et Procédures » a été organisé à l'intention de tous les membres du personnel affecté au Thème 3, et auquel ont également participé les autres groupes thématiques. Une ébauche de manuel a été rédigée, et les activités de tous les pays concernées sont décrites dans les différentes sections des rapports de chaque pays.

THÈME 4

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

La mise en valeur des ressources humaines demeure une composante fondamentale de la nouvelle matrice SAA. La gestion de ce thème a de fait été confiée au plus que capable SAFE (Fonds Sasakawa pour l'Afrique pour l'éducation à la vulgarisation).

Si l'on veut améliorer les compétences du personnel de vulgarisation national et élargir les rangs des professionnelles féminines qualifiées de vulgarisation, des efforts concertés s'imposent. L'intégration de la « perspective de la chaîne de valeur » à la vulgarisation devrait faciliter le recrutement de plus de vulgarisatrices, étant donné que le recrutement peut aussi se faire dans les secteurs de la technologie alimentaire, de l'économie domestique, de la nutrition et du développement des entreprises.

Actuellement, une tendance particulièrement évidente se dégage dans de nombreuses régions d'Afrique, dont le Mali et l'Ouganda parmi les pays phares de la SAA : celle d'avoir de plus en plus recours aux facilitateurs communautaires (parfois désignés sous le nom de « fermiers en chef ») qui font office d'auxiliaires de vulgarisation, alors que l'on constate un déclin du nombre de vulgarisateurs appartenant au secteur public. Ce n'est qu'en Éthiopie que le nombre de vulgarisateurs augmente. Il est donc essentiel d'élaborer de nouvelles stratégies en vue de dispenser une formation adéquate à ces auxiliaires.

L'abandon de la fourniture publique de services de vulgarisation agricole en faveur de systèmes plus pluralistes – qui associent des allocations de fonds publics à des accords d'externalisation impliquant la prestation de services de la part du secteur privé – modifie certes les perspectives d'emploi en termes de vulgarisation agricole. Il y a de fortes chances que les sociétés prestataires de services privés et les ONG seront un jour appelées à jouer un rôle d'orientation plus important au regard des exploitants agricoles. Cette perspective demande à ce que les universités modernisent leurs méthodes de formation.

Le SAFE fera en sorte que les vulgarisateurs sortant des universités et des collèges aient la personnalité adéquate et possèdent les aptitudes indispensables pour soutenir l'élargissement des interventions des exploitants le long de la filière de valorisation. À noter que le SAFE et ses institutions partenaires ont décidé de réviser et de remanier les cursus, en tenant compte des exigences de l'ensemble de la filière de valorisation agricole, en vue de répondre plus globalement aux besoins des agriculteurs.

Le besoin pour les vulgarisateurs et les agriculteurs de disposer de documents de formation est particulièrement pressant. En effet, parmi les professionnels recrutés – qui travaillent dans le cadre de la SAA ou ailleurs – nombreux sont ceux qui ont d'excellentes compétences techniques mais qui, hélas, ne possèdent pas une expérience de première ligne de la vulgarisation. Il s'ensuit qu'ils ont tendance à s'inspirer de leurs manuels universitaires et, de ce fait, à produire des documents de formation inappropriés n'ayant aucune utilité pratique sur le terrain. Nous savons que des professeurs d'université expérimentés, des départements de vulgarisation agricole, ainsi que de nombreux étudiants à mi-chemin de leur carrière, participant aux programmes du SAFE, disposent de tous les atouts nécessaires pour transformer ces ressources documentaires hautement sophistiquées en un matériel dont le personnel vulgarisateur et les fermiers de première ligne sauront apprécier l'efficacité et l'applicabilité. Le SAFE permettra également de coordonner la mise au point de cours et de modules de formation de courte durée à l'appui du travail sur le terrain de la SAA.

DIRECTEUR THÉMATIQUE DR DEOLA NAIBAKELAO



Le Dr Deola Naibakelao (Tchad) est Directeur général du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE). Titulaire d'un doctorat en Sociologie rurale (décerné en 1982) de l'Université de Lyon II (France), il a intégré la SAA en 1991 en tant que Chargé de programme basé au Ghana. En 1993, le poste de représentant de la SAA pour le programme

nouvellement institué du SAFE lui a été confié. En 1998, il a été nommé Directeur de programme du SAFE, étant alors basé au Burkina Faso puis, en 2002, il a été nommé à la suprême fonction de leader du SAFE, ayant pour mission de diriger 14 programmes en cours dans 9 pays. Au titre de la nouvelle structure de la SAA, la gestion du Thème 4 (Développement des ressources humaines) est sous la tutelle du SAFE. Le Dr Naibakelao a donc deux casquettes : une de Directeur général du SAFE et une autre de Directeur thématique pour le Développement des ressources humaines.

La voie à suivre pour aller de l'avant

Il est devenu impératif d'offrir de nouvelles méthodes d'enseignement en raison de la demande, de plus en plus pressante, pour des formations en milieu de carrière, et des difficultés auxquelles se heurtent les candidats en exercice dans le secteur privé et les femmes pour intégrer des programmes à plein temps. L'apprentissage à distance, les cours alternés, les cours de fin de semaine, les cours abrégés et autres sont autant de solutions venant étoffer nos offres traditionnelles. Nous avons de ce fait commencé à mettre au point des modules de formation adaptés aux alternatives disponibles, et nous avons la ferme intention de les poursuivre pour aller de l'avant.

Tout indique que les petits exploitants ont la capacité d'accroître sensiblement leurs revenus dès qu'ils transforment et valorisent leurs produits. Il est aussi évident que les services de vulgarisation continuent à se focaliser principalement sur la production et qu'ils sont mal préparés pour dispenser des conseils le long de la filière de valorisation. C'est pour cette raison que nous tenons à ce que le remaniement de notre cursus et notre processus de développement tiennent compte des éléments clés des filières de valorisation agricole, des marchés et du facteur autonomisation des organisations d'exploitants agricoles.

Il nous faut aussi nous assurer que les universités et les collèges élargissent leurs critères d'admission, en vue de fournir des ouvertures aux candidates de sexe féminin possédant un savoir des champs de production non agricole, par exemple en économie domestique, nutrition, science alimentaire et études sur le développement. Sans compter qu'il est impératif de remédier au déséquilibre existant entre les hommes et les femmes. Les femmes chargées de cours, participant aux programmes

SAFE, sont peu nombreuses et il serait bon d'octroyer des bourses d'études aux femmes ayant le potentiel d'occuper ces postes afin d'en augmenter le nombre.

Activités en 2010

Le SAFE n'a cessé d'observer une augmentation régulière du nombre d'étudiants inscrits au cours de l'année universitaire de 2009 à 2010, en dépit du fait que le nombre de programmes en cours demeure inchangé. 13 programmes sont à présent opérationnels dans neuf pays, dont les quatre pays pilotes de la SAA. Il est bon de noter que le nombre total de bénéficiaires est passé de 2 854 en 2009 à 3 564 en 2010, preuve de l'adéquation continue de l'initiative du SAFE et de l'intérêt que portent les secteurs public et privé à se servir de nos programmes comme moyens de renforcement des compétences du personnel impliqué.

L'importance du networking

Depuis plusieurs années, le SAFE organise des ateliers techniques, sur le plan régional, auxquels assistent certaines institutions, dont des ministères de l'agriculture, qui peuvent se réunir pour discuter de questions concernant le SAFE. En 2010, cet atelier a eu lieu du 13 au 15 septembre à Cape Coast au Ghana. Y étaient présents des représentants du Ghana, Nigeria, Bénin, Burkina Faso, Mali et deux observateurs venus de la Tanzanie et de l'Éthiopie. Cette année, le thème de l'atelier concerne les implications que peut avoir l'intégration de l'approche des filières de valorisation sur l'élaboration et la revitalisation des cursus.

Il est évident que pour renforcer et soutenir des liens solides entre partenaires, l'une des stratégies les plus puissantes à laquelle avoir recours consiste à rassembler toutes les institutions participantes du SAFE. C'est dans cette optique, que nous organisons régulièrement des ateliers et des visites d'échange. Nous donnerons en exemple un atelier régional, à



Dans le cadre de stages supervisés en entreprise (SEP), les étudiants de licence en milieu de carrière travaillent avec des exploitants sur des projets sur le terrain pendant 6 à 9 mois. Ces étudiants de l'Université d'Haramaya participent à un stage SEP auprès d'exploitants agricoles de Harrar, Éthiopie.

l'intention des pays d'Afrique orientale, qui a été organisé à Addis Abeba, en Éthiopie en 2010, avec en participation des représentants d'universités et de collèges partenaires du SAFE, et des ministères de l'Agriculture du Malawi, de l'Éthiopie, de la Tanzanie et de l'Ouganda.

Un autre atelier régional, à l'intention cette fois des institutions francophones animant les programmes du SAFE, s'est tenu à Bamako, au Mali, en mai 2010, avec la participation de représentants du Bénin, du Burkina Faso et du Mali. Dans ce cas de figure, l'objectif de la réunion était de tenter d'harmoniser les cursus en fonction des domaines émergents clés (en polarisant l'attention sur les filières de valorisation agricoles) tout en continuant à adhérer à la demande et en restant informés. Les participants ont également examiné de près les questions liées au genre qui font partie de la formation.

Tableau 1 : Statistiques correspondant aux années universitaires 1993/94–2010/11

Licence et diplôme pour vulgarisateurs en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	421	27	448
Collège agricole de Kawadaso, Ghana (Diplôme)	462	51	513
Haramaya, Éthiopie (Licence)	364	63	427
Hawasa, Éthiopie (Licence)	81	73	154
Makerere, Ouganda (Licence)	184	111	295
Sokoine, Tanzanie (Licence)	500	339	839
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	109	75	184
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	77	53	130
Ahmadu Bello, Nigeria (Licence)	88	49	137
Bayero University-Kano, Nigeria	32	95	127
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	51	16	67
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	37	36	73
Collège Bunda, Malawi (Licence)	39	23	62
Total partiel	2 445	1 011	3 456
Bourses d'études	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	0	6
Licence	32	0	32
Maîtrise	59	2	61
Doctorat	5	4	9
Total partiel	102	6	108
Total général	2 547	1,017	3 564

THÈME 5

SUIVI, ÉVALUATION, APPRENTISSAGE ET PARTAGE

Depuis sa création il y a 24 ans, la SAA n'a pour ainsi dire jamais procédé à un suivi ni à une évaluation officiels des activités de ses programmes. Pas une seule donnée, à laquelle se reporter, n'a été enregistrée depuis le commencement de la mise en œuvre du programme dans les 15 programmes-pays. Aucune étude d'adoption professionnelle n'a été réalisée sur les taux et les structures d'adoption des technologies dont la démonstration a eu lieu dans plus de 3 millions de parcelles. Même si quatre examens de programme externes ont été entrepris, ils étaient avant tout qualitatifs du fait de l'absence d'un corpus de données organisé sur les activités des programmes et sur leurs impacts.

Ceci ne veut pas dire que les programmes SG2000 n'ont eu aucun impact sur la productivité agricole ou la production globale des petits exploitants. Ce serait mentir ! N'oublions pas – et nous le savons bien – que les membres du personnel affecté au programme SG2000 ont passé des heures entières aux champs avec les agriculteurs, à étudier les effets ou réalisations et à évaluer l'efficacité agronomique des technologies préconisées. Malgré cela, force est de reconnaître que le manque de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de partage organisés constituait une faiblesse organisationnelle, c.-à-d. un point faible amoindrissant l'impact général des investissements de la SAA et réduisant l'influence que le programme avait sur la scène internationale.

À présent la SAA désire mettre en place un système pertinent, efficient et efficace de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de partage en vue de piloter ses programmes dans les règles. Pour y parvenir, elle a recours à un certain nombre d'activités visant à atteindre les objectifs ci-après :

- Promouvoir et institutionnaliser une stratégie de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de partage, impliquant les partenaires en vue de procéder à une notification et à une évaluation des impacts dans le cadre de la SAA.
- Évaluer et identifier les besoins des exploitants agricoles, des autres bénéficiaires et partenaires cibles pour assigner un rang de priorité aux interventions de la SAA.
- Collecter et utiliser, avec efficacité et efficience, les données et les informations référentielles concernant la SAA.
- Collecter, analyser, utiliser et notifier, d'une façon continue et systématique, les données et les informations concernant le suivi, et émanant des domaines d'interventions de la SAA.
- Élaborer et mettre en œuvre des stratégies appropriées en vue de procéder aux évaluations mandatées de l'intérieur et de l'extérieur pour pouvoir évaluer la performance – pertinence, efficience, efficacité, impact et pérennité – et orienter les prises de décisions.
- Mettre au point et en œuvre des méthodologies et des outils appropriés pour mesurer et évaluer les impacts que peuvent avoir le(les) programme(s) et le(les) projet(s) de la SAA sur les petits exploitants, les partenaires et le développement de l'agriculture dans les quatre pays phares.
- Identifier, prendre en compte, documenter et partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés dans le cadre des interventions de la SAA.

Ces objectifs symbolisent l'engagement de la SAA à devenir une organisation fondée sur des faits probants, capable de mieux comprendre l'efficacité et la portée de ses investissements et d'en constituer le canevas. Il est prévu que le Thème 5 se déroulera en phase avec les autres thèmes de la SAA et les programmes nationaux SG2000 pour mettre en œuvre un système économiquement rentable de suivi, d'évaluation,

DIRECTEUR THÉMATIQUE M. JUSTINE WANGILA

En juin 2010, M. Justine Wangila (Kenya) a été chargé en qualité de Directeur du Thème 5 de la stratégie de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de partage (MELS). Économiste de formation, M. Wangila est titulaire d'une maîtrise ès sciences de l'Université de Nairobi (1990). Il a travaillé pendant 16 ans en tant qu'économiste et statisticien pour le compte de plusieurs organismes publics et privés au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Malawi, au Rwanda, en Éthiopie, à Madagascar et aux USA. Entre 1998 et 2005 il a occupé le poste d'Économiste associé auprès du CIRAF (Centre international pour la recherche agroforesterie), avant d'intégrer le Centre des Objectifs du Millénaire pour le développement (« Earth Institute » de l'Université de Columbia, USA), assumant la fonction d'Économiste agricole régional en poste au Kenya. Une grande partie des travaux de M. Wangila était consacrée au développement et à l'utilisation d'ensembles de données socio-économiques d'une grande complexité et ayant un rapport avec les systèmes de suivi, d'évaluation et d'évaluation des impacts.



d'apprentissage et de partage. Ce système contrôlera les intrants et les extrants des activités et facilitera l'apprentissage précoce. Par exemple, théoriquement le système devrait permettre d'évaluer sans perdre de temps les technologies proposées et les activités envisagées, de gérer les principales informations sur l'ensemble de la matrice et de modifier ponctuellement les investissements de la SAA. Au fil du temps, il sera possible de disposer d'un grand volume de données recueillies sur le terrain et d'identifier la performance des partenaires, avec des documents à l'appui.

Le Thème 5 a pour tâche de fournir une stratégie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage applicable à toutes les activités de la SAA, que les fonds alloués proviennent de bailleurs de fonds de projets de base ou de projets spéciaux. À noter aussi que les membres du personnel affecté au Thème 5 apportent un soutien technique aux membres des autres personnels thématiques. Un autre défi, certes motivant, pour les responsables du thème MELS est celui d'être parfaitement compris et bien accepté par l'ensemble du personnel de la SAA, ceci faisant partie intégrante de leurs prestations pour permettre aux autres thèmes d'atteindre leurs propres objectifs. Mais cela présente toutefois un risque : que le système MELS soit interprété comme étant le « gendarme » de la SAA.

Le projet d'évaluation d'impact par le CIMMYT se termine

C'est en 2006 que la SAA a pour la première fois élaboré un programme MELS intégral, au moment du financement par la Nippon Foundation du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) pour



La SAA a recours à toute une gamme d'outils de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité et l'impact de son travail. Sur cette photo, on aperçoit quelques membres de l'équipe affectée à la stratégie MELs qui conduisent des interviews avec des exploitants agricoles éthiopiens.

entreprendre un projet indépendant : le « Système de connaissance pour suivre et évaluer les impacts des activités de la SAA et de ses partenaires ». Le projet, qui couvrait deux pays phares de la SAA, l'Ouganda et l'Éthiopie, a pris fin en 2010.

Le projet CIMMYT était dirigé par une équipe de socio-scientifiques et économistes, ayant suivi une formation de base en sciences sociales et en recherche participative, ainsi que de scientifiques spécialisés dans l'analyse de données spatiales et SIG. Son objectif était de mesurer les impacts des activités sur les moyens de subsistance des petits exploitants, englobant le spectre total des implications : directes, indirectes, positives et négatives et intentionnelles et non intentionnelles. Les retombées notables ont également été examinées, notamment celles affectant les parties non participantes, les ONG, le secteur privé, ainsi que celles ayant une certaine incidence sur les activités et politiques de développement.

Les constats sur le projet et sur ses évidentes implications politiques sont communiqués à l'occasion d'ateliers et dans des publications, et sont aussi accessibles à partir du site web du projet (<http://SG2000ia.cimmyt.org>), où vous pouvez accéder à plus de 20 rapports économiques techniques, dont des publications d'ébauches d'articles de journaux internationaux revus par des pairs. Il suffit d'utiliser un mot de passe (disponible à la demande) pour consulter plus de 16 ensembles de données, notamment les résultats de données référentielles, d'enquêtes communautaires, de suivis périodiques et d'autres informations, émanant de six principaux sites de l'Éthiopie et de trois sites de l'Ouganda où sont présents les programmes nationaux SG2000.

Les enseignements tirés du Projet d'évaluation des impacts du CIMMYT ont aidé la SAA à mettre au point un système MELs SAA infiniment plus complet.

Activités en 2010

Une fois qu'il avait intégré la SAA, la première tâche du Directeur responsable du Thème 5 consistait à examiner le document du Projet d'évaluation des impacts du CIMMYT et les différents extraits. Il devait également étudier le rapport de consultancy préparé par le CIMMYT en 2009, au titre de la subvention de planification accordée par la fondation BMGF, et qui contenait une proposition d'exécution de son éventuel système MELs. Ensuite, il devait apprendre à bien connaître la structure de la SAA et recruter les futures équipes du Thème 5 des programmes nationaux SG2000. Quant aux activités entreprises en 2010, elles consistaient avant tout à renforcer l'esprit d'équipe du personnel, à appuyer les activités des autres groupes thématiques, à soutenir les besoins en MELs pour des projets spéciaux (par ex. PAM P4), et à mettre au point les outils permettant la totale mise en œuvre du système MELs.

À l'issue des ateliers des Thèmes 2 et 3 sur les Concepts et Procédures, qui ont eu lieu au mois de juin, on s'est aperçu qu'il était essentiel que l'ensemble du personnel national et thématique du SAFE suive une formation sur les cadres logiques, à qui l'on a accordé la priorité du fait qu'ils constituent la plate-forme de travail du système MELs. Tout un matériel d'apprentissage a été élaboré et des séances de formation ont été organisées à l'intention du personnel national et thématique dans les quatre pays phares, entre les mois d'août et de septembre 2010.

Les quatre coordonnateurs du Thème 5, au Nigeria, en Éthiopie, au Mali et en Ouganda, ont développé des indicateurs génériques d'extraits et d'effets ou de réalisations, en s'appuyant sur les cadres logiques des Thèmes 1 à 4. C'est sur cette base qu'il a été possible de mettre au point des mécanismes et des outils de collecte de données référentielles génériques, ainsi que les outils normalisés d'évaluation des besoins, utilisables dans les quatre pays phares du programme.

SG2000-ÉTHIOPIE

FAITS SAILLANTS DU PROGRAMME

En 2010, il a été décidé de restructurer et de réorganiser les activités du programme SG2000-Éthiopie, en vue de les aligner sur la nouvelle matrice organisationnelle de la SAA. Même si l'amélioration de la productivité agricole est toujours une activité de premier rang, la nouvelle stratégie prête un intérêt plus prononcé aux créneaux post-récolte, avec une volonté manifeste d'offrir aux agricultrices et aux membres des groupements agroindustriels de plus grandes possibilités d'accès aux services consultatifs en vulgarisation agricole. En complément, le programme SG2000-Éthiopie s'emploie à renforcer les partenariats des secteurs public-privé, selon des procédures qui permettront au secteur privé émergent du pays de contribuer au renforcement des systèmes consultatifs en faveur de la vulgarisation.

Amélioration de la productivité agricole

Dans le cadre des activités du Thème 1, le programme SG2000-Éthiopie avait adopté une approche participative pour instaurer des plates-formes de formation, grâce auxquelles les agriculteurs peuvent s'instruire en créant des nouvelles technologies et en les adaptant à leurs propres besoins et circonstances. Il est bon de noter que le nombre de femmes participant en 2010 au processus d'apprentissage avait augmenté, un événement incontestablement dû aux démonstrations WAD.

En 2010, 348 parcelles à option technologique et 552 démonstrations WAD ont été recensées en Éthiopie. Outre les cinq cultures prioritaires prévues, ces démonstrations étaient axées sur cinq cultures céréalières, une culture de légumineuses et une culture légumière. Le programme SG2000-Éthiopie a fourni les intrants à utiliser sur les parcelles à option technologique et de démonstrations WAD, tout en renforçant l'action des vulgarisateurs chargés d'apporter un soutien technique aux exploitants, travaillant sur les parcelles à option technologique et de démonstrations WAD, et de les superviser.

En dehors de ces parcelles de démonstration, le programme SG2000 encourage également des exploitants plus expérimentés – pour qui acheter des intrants modernes et leur utilisation ne posent aucun problème – à implanter des parcelles d'essai de production, même si parfois ils ont eux-mêmes besoin de conseils sur la manière de les gérer proprement. En 2010, quelque 8 700 parcelles d'essai de production étaient mises en place. De plus, ces exploitants bénéficiaient également du soutien d'agents agricoles de district à leur disposition pour leur fournir, le cas échéant, les conseils techniques souhaités.

La sélection des cultures utilisées dans les parcelles à option technologique, de démonstrations WAD et dans les parcelles d'essai de production (riz, blé, tef, maïs, haricots, sorgho et pommes de terre) était confiée à des agriculteurs participants, en tenant compte de l'importance et de la priorité localement accordées aux cultures. Le personnel affecté au programme SG2000 a dispensé une formation pratique sur la mise en place et la gestion des parcelles à 870 agriculteurs, dont 60 % de femmes, avec la participation de 174 agents agricoles de district et 64 experts en la matière.

Des journées d'activités sur le terrain ont été organisées pour mettre en évidence les caractères distinctifs de chaque option technologique et leurs effets sur la productivité agricole dans des zones d'intervention sélectionnées. Onze « journées d'activités de haut niveau » avaient été prévues, auxquelles ont participé 179 experts et spécialistes en la matière ainsi que 1 175 agriculteurs. 45 autres journées de ce type se sont déroulées dans des centres de formation d'exploitants communautaires. Au total, plus de 5 000 personnes ont participé à ces événements (invités compris).

DIRECTEUR NATIONAL DR ABERRA DEBELO

Le Dr Algeria Debelo (Éthiopie) a été nommé Directeur national du programme SG2000-Éthiopie en 2009. En 2005, il avait été affecté au poste de Coordonnateur national du programme puis de Directeur au titre de la nouvelle structure de la SAA. Il est titulaire d'un doctorat en pyrotechnie (agronomie et sélection) de

l'Université d'État d'Oklahoma (USA) qu'il a obtenu en 1992. Avant d'intégrer la SAA, il a été Coordonnateur du Réseau national de recherche pour le sorgho et le millet pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique équatoriale (2003-2005) et, de 1998 à 2003, il a assumé la fonction de Directeur général adjoint de l'Organisation pour la recherche agricole en Éthiopie (connue actuellement sous le nom d'Institution éthiopienne de la recherche agricole). Le Dr Debelo a été aussi le Coordonnateur pour l'amélioration du sorgho en Éthiopie entre 1992 et 1998, et Coordonnateur pour l'amélioration du maïs du pays de 1982 à 1986.



Post-récolte et agrotransformation

Dans le cadre de nos activités au titre du Thème 2, le programme SG2000-Éthiopie a procédé à une évaluation des besoins à l'appui des plates-formes d'apprentissage post-récolte et en agrotransformation (PHELP), dans trois zones sélectionnées. Sur la base des résultats de cette évaluation, trois PHELP ont été créés aux centres de formation agricoles à Enebi Chifar, Denkaka et Semen Bellesa Kebeles. Ont également été organisées quatre autres démonstrations portant sur des technologies améliorées, entre autres des batteuses polyvalentes, une nettoyeuse de grains et une moissonneuse. À l'issue de ces démonstrations, quatre exploitants agricoles ont acheté la batteuse polyvalente et sont désormais en mesure de fournir des services de battage aux agriculteurs des environs répondant à une demande qui semble s'élargir de plus en plus.

Huit groupements de femmes (le nombre d'agricultrices adhérentes atteignant le chiffre de 305) ont organisé et lancé leurs propres entreprises de transformation agroalimentaire dans huit woredas (districts) sur l'ensemble des trois États ciblés. Tout laisse entendre que ces nouveaux centres de transformation sont porteurs de promesses, car ils possèdent tous les atouts nécessaires pour améliorer les conditions de vie des membres des groupements concernés.

Partenariats public-privé et accès aux marchés

En concordance avec les objectifs du Thème 3, en Éthiopie les activités des partenariats public-privé aspirent à renforcer les capacités des entreprises agricoles émergentes du secteur privé du pays, notamment les fournisseurs d'intrants et les transformateurs postproduction, pour mettre des services consultatifs agricoles à la portée des petits exploitants



Des services de vulgarisation qui associent la recherche aux agriculteurs peuvent enrayer les lourdes pertes dues aux maladies. La variété de blé résistant aux maladies de cet agriculteur a été épargnée lors d'une récente épidémie de rouille du blé qui a sévi en Éthiopie.

En Éthiopie, le secteur public occupe toujours une place dominante dans les systèmes de production de semences, mais tout l'indique : la production communautaire des semences du secteur privé est en hausse. En 2010, le programme SG2000-Éthiopie a organisé 22 séances de formation à l'intention des agriculteurs et des formateurs dans quatre États, dans un but de permettre à 180 formateurs et à 200 agriculteurs de renforcer leurs capacités de multiplication de semences. Ces séances de formation ciblaient en priorité le maïs hybride, la pomme de terre et le blé et également, outre les techniques de production techniques, la commercialisation des semences. Au vu de la forte demande en semences de maïs hybride dans les régions d'Oromia et d'Amahara, nous avons encouragé les agriculteurs à exploiter le marché en ayant recours à des programmes d'aide aux petits planteurs. Ces derniers ont reçu tous les intrants du gouvernement, que leur fournissaient leurs coopératives, et ont établi leur production de semences de maïs hybride sur 2 457 hectares (voir le Tableau 2).

Tableau 2 : Production de semences de maïs hybrides dans les régions d'Oromia et d'Amahara en Éthiopie

Région	Zone	Mâle	Femelle	Hybride	Superficie (ha)
Oromia	West Arsi	50	2	BH543	15
		46	5	BH660	23
Amahara	West Gojam	689	20	BH540	185
		2 143	217	BH660	1 334
	North Gonder	920	120	BH660	900
Total		3 848	364		2 457

À noter que, en Éthiopie, plusieurs sociétés privées ont aussi convenu de faire office de partenaires privés de la SAA dans le cadre des activités de vulgarisation.

Au vu des relations pratiquement inexistantes entre les exploitants agricoles, les chercheurs, les professionnels en vulgarisation et les sociétés agroindustrielles dans maints pays de la région, et dans un souci de remédier à cette situation, le programme SG2000-Éthiopie et l'Usine Asela Malt ont coparrainé une réunion de 2 jours en juin 2010. Le but proposé était de définir des règles et une réglementation à l'intention des Conseils consultatifs en matière de recherche, de vulgarisation et d'exploitation agricole. Des manuels, élaborés à l'issue de cette réunion, ont été distribués à tous les membres du Conseil ainsi qu'aux parties prenantes considérées.

Développement des ressources humaines

Même si l'allocation de fonds du SAFE a été progressivement supprimée, le programme en cours à l'Université Haramaya en Éthiopie poursuit son avancée. Le personnel affecté à ce programme a continué à faire des visites de terrain pour soutenir les SEP (stages supervisés en entreprises), malgré les difficultés de déplacement auxquelles il s'est en général heurté à l'université. Les résultats obtenus sont admirables, car la supervision des SEP est l'un des aspects les plus épineux du programme, car elle est non seulement « vorace » en temps, mais aussi en ressources humaines et en moyens de transport. Précisons que ce programme bénéficie de l'appui ferme du Président de l'Université, qu'intéressent personnellement toutes les activités du programme.

À l'Université d'Hawassa, des diplômés ont été décernés en juillet 2010 à 28 étudiants (dont six femmes). Les étudiants ont présenté leurs rapports et propositions de SEP à l'occasion d'un atelier, auquel a assisté le personnel du Collège d'agriculture. Le SAFE a commencé à travailler avec l'Université Bahir Dar pour élaborer un programme d'études en milieu de carrière qui sera lancé en 2012. À présent, cette université se penche sur l'étude des besoins de formation en vulgarisation de la filière de valorisation nationale amorcée par le SAFE.

Suivi, évaluation, apprentissage et partage

Au fur et à mesure de l'avancée du Thème 5 en Éthiopie, des activités se poursuivaient principalement axées sur l'apport d'un soutien MELS au nouveau projet – Renforcement du système éthiopien de fourniture de systèmes de vulgarisation agricole – financé par la Bill & Melinda Gates Foundation. Les principales activités englobaient l'élaboration d'un plan de mise en œuvre d'une stratégie MELS, la préparation d'outils permettant de réaliser des enquêtes initiales et des évaluations des besoins, et la mise au point définitive de cadres logiques thématiques et nationaux en faveur de l'Éthiopie.

L'équipe affectée à la stratégie MELS a aussi pris une part active dans le projet de la SAA – Autosuffisance des coopératives d'agrotransformation par les femmes dans l'Éthiopie rurale – financé par l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA). Le Coordonnateur du Thème 5 éthiopien a participé à la conception des outils utilisés pour effectuer l'enquête initiale, a été formé en collecte, échantillonnage et gestion des données, et a mis sur pied une équipe de superviseurs et d'enquêteurs pour réaliser l'étude initiale du projet pendant le dernier trimestre de 2010.

SG2000-MALI

FAITS SAILLANTS DU PROGRAMME

DIRECTEUR NATIONAL DR ABOU BERTHE



Le Dr Abou Berthe (Mali) a pris sa fonction de Directeur national de SG2000-Mali au milieu de l'année 2009. Il a obtenu son diplôme de doctorat en Science animale (avec un certificat en économie et vulgarisation agricoles) de l'université de Gainesville en Floride (États-Unis). Avant d'intégrer la SAA, il a occupé le poste de Directeur de Recherche et de chef de recherche pour la gestion des

ressources naturelles et des systèmes d'exploitation agricole à l'Institut d'économie rurale de Sotuba (Bamako). Le Dr Berthe assure depuis plus de 25 ans le rôle de gestionnaire en matière de recherche agricole en Afrique occidentale, et il a voué la plus grande partie de sa carrière à la gestion des systèmes de culture et au développement participatif des ressources naturelles. Il a pris part à un certain nombre de projets de recherche et de développement rural collaboratif, qui étaient parrainés par des organismes tels que le FEM (Fonds pour l'environnement mondial) et l'USAID, ainsi que par l'Université de Hawaii (États-Unis) et l'Université d'Oslo (Norvège).

Dans son ensemble, la situation alimentaire du Mali se présentait bien en 2010, ceci en dépit d'un démarrage tardif de la campagne agricole de 2009-2010 et d'une répartition inégale des précipitations. La production céréalière, qui a atteint 6,33 millions de tonnes, était supérieure de 3 % au tonnage escompté et représentait un accroissement de 31,5 % par rapport aux niveaux de production enregistrés en 2008/09. Le pays semble être en bonne voie pour atteindre le seuil ciblé des 10 millions de tonnes de production de céréales d'ici à 2012.

Les progrès réalisés dans le secteur de la production alimentaire reflète la politique du gouvernement qui reconnaît d'une part que l'agriculture constitue le principal moteur de l'économie nationale et, d'autre part, qu'il faut accorder une grande priorité à la réduction de la pauvreté. Il convient toutefois de noter que les rendements des cultures vivrières traditionnelles – par exemple le millet et le sorgho, qui sont véritablement à la base de la sécurité alimentaire dans la majorité des régions du monde rural – sont restés stables ou ont accusé un certain déclin depuis 2007.

Par le passé, le programme SG2000-Mali a eu tendance à mettre principalement l'accent sur l'amélioration de la productivité agricole et sur l'accroissement de la production. Même si la productivité agricole reste le pivot central des activités mises en œuvre dans le cadre du Programme, il faut signaler qu'en 2010 le Programme a réorienté ses efforts pour accorder une attention accrue au développement d'innovations le long des filières de valorisation des récoltes-cibles, ainsi qu'à la création de partenariats clés.

Amélioration de la productivité agricole

Au Mali, au cours de l'année 2010, l'équipe du Thème 1 a mis en œuvre un certain nombre de plates-formes d'apprentissage agricole à l'échelle des villages et des communautés. Chacune de ces plates-formes d'apprentissage comporte en moyenne trois parcelles à option technologique et trois parcelles qui sont exclusivement réservées à la culture par des agricultrices, c'est-à-dire des parcelles de démonstration exclusivement dédiées aux femmes (WAD – Women assisted demonstrations).

En 2010, on a assisté à la création de 300 parcelles à option technologique et démonstrations WAD dans 100 villages situés dans quatre régions administratives différentes. Ces démonstrations se sont traduites par une amélioration des variétés de six cultures différentes (millet, sorgho, maïs, riz, arachide et niébé), et par une diversification des options technologiques (utilisation d'autres types d'engrais en diverses quantités, meilleure fertilité des sols, contrôle du striga et cultures intercalaires). La Figure 1 illustre les diverses options qui ont été retenues pour les parcelles à option technologique et pour les démonstrations WAD. Les rendements moyens, obtenus dans le cas des parcelles à option technologique, étaient tous supérieurs, sans exception, au rendement moyen national constaté pour les récoltes-cibles, et ont abouti à des rapports coût/bénéfice indicatifs véritablement impressionnants.

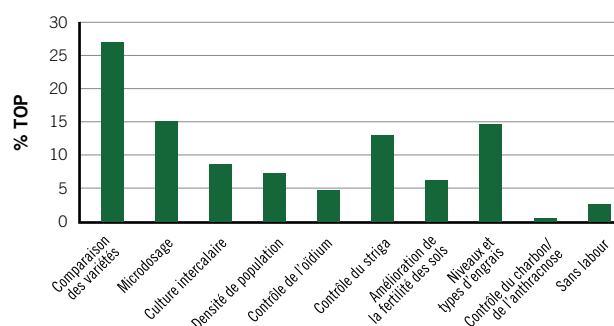
Post-récolte et agroindustrie

Sur l'ensemble du territoire du Mali, les besoins et les priorités en termes de post-récolte varient en fonction des systèmes de subsistance du contexte rural. En 2010, l'équipe du Thème 2 du Mali s'est attachée à réaliser des études d'évaluation des besoins post-récolte destinées à identifier les interventions les plus méritantes. Les résultats émanant de ces enquêtes ont été révélateurs. En effet, parmi le nombre des cultures offrant le meilleur potentiel de transformation figurent le niébé (dans les systèmes de subsistance de type sahélien), ainsi que le maïs et le riz (dans les systèmes de subsistance de la zone soudanienne). Il convient de signaler que, pour parvenir à une meilleure transformation de ces récoltes (et d'autres cultures), on doit faire appel à de meilleurs équipements (par exemple des batteuses multi-céréales et des égreneuses à maïs plus perfectionnées).

S'inscrivant dans la continuité de ces études, les activités de 2010 ont été axées sur la prévision de séances de formation à l'intention des fabricants et des groupements ou associations de femmes. Les fabricants locaux ont ainsi pu bénéficier d'une formation d'une durée de trois semaines au mois de décembre, cette formation portant sur la conception d'une batteuse et d'une nettoyeuse polyvalente. Dans le cadre de ce cours de formation, les participants ont eu l'occasion de construire et de mettre à l'épreuve la batteuse et la nettoyeuse à gains polyvalente en s'inspirant d'un prototype du Centre de Salam.

Les pertes post-récolte, tant quantitatives que qualitatives, constituent une véritable entrave au développement de nouveaux créneaux à la fois au niveau national et au plan régional. Des groupements de femmes, originaires de trois villages dans les régions de Sikasso et Segou, ont participé à des séances

Figure 1 : options retenues pour les parcelles à option technologique (TOP) au Mali



Source : rapport annuel de 2010 – Programme SG2000-Mali

de formation portant sur les activités post-récolte de base et sur la première transformation des principaux grains cultivés localement.

Partenariats public-privé et accès aux marchés

Nul ne peut contester la valeur de partenariats novateurs entre les secteurs public/privé (PPP) pour mobiliser de nouvelles ressources et lancer de nouvelles technologies agricoles sur l'ensemble de la filière de valorisation. Au Mali, cette approche a essentiellement fait intervenir le rôle des PPP pour permettre aux agriculteurs d'avoir un meilleur accès à des semences de qualité améliorée.

Par ailleurs, SG2000-Mali a contribué financièrement au développement des entreprises semencières d'exploitants agricoles en leur apportant la mise de fonds initiale et les capitaux nécessaires à leur essor. Il existe, à l'heure actuelle, deux entreprises de ce type, notamment dans les villages de Selinkeyny et d'Ouré. En outre, trois entreprises privées – Faso Kaba, TOGUNA et Arc-en-Ciel – apportent également leur soutien à des démonstrations portant sur des semences, des engrais et des produits phytosanitaires.

En 2009, le programme SG2000-Mali a commencé à travailler de plus près avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), afin de faciliter l'approvisionnement de denrées produites à l'échelon local dans le cadre de l'initiative P4P mise en place par le PAM. L'année 2010 a ainsi vu participer six organisations d'exploitants agricoles qui ont assuré la livraison de 85 % du millet et 97 % du sorgho par rapport aux quantités prévues, la valeur totale se chiffrant à près de 170 000 dollars US (voir le Tableau 3).

SG2000-Mali a également été l'un des partenaires participant au projet de microdosage des engrais au Mali, lancé en 2009 sous le parrainage de l'AGRA/IER. En 2010, dans le cadre de ce projet, on pouvait dénombrer 963 parcelles de démonstration pour le microdosage et 20 champs-écoles paysans.

Développement des ressources humaines

Le Mali a continué ses avancées tant pour le programme diplômant mis en place par l'IPR/IFRA (Collège polytechnique rural pour la formation et la recherche appliquée), que pour le programme diplômant proposé par le Collège d'agriculture de Samanko, ces progrès se manifestant par le nombre régulièrement croissant d'étudiants inscrits, le nombre de diplômés, et le rayonnement vers les communautés rurales s'inscrivant dans le cadre des stages en entreprises (SEP) par les étudiants. Le ministère de l'Agriculture s'est engagé à maintenir ce programme et a prévu une réserve budgétaire dans le but de soutenir les initiatives SEP.



Les variétés de riz des hauts-plateaux NERICA fournies par le Centre du Riz pour l'Afrique se révèlent être bien adaptées au climat du Mali qui connaît un régime de précipitations favorable à la croissance des cultures.

Une évaluation externe du programme diplômant, proposé par l'IPR/IFRA, a également été réalisée grâce à une aide financière du CECI (Canada Studies Center). Les résultats découlant de cette évaluation ont d'ailleurs appuyé les conclusions exprimées par la nouvelle Coordonnatrice technique pour le Mali et le Burkina Faso, le Dr Assa Kante, qui a consacré sa thèse de doctorat au thème suivant : « Évaluation du programme de formation SAFE (Fonds de la Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation) au Mali : perceptions des diplômés au sujet de l'impact de la formation, ainsi que des opportunités et contraintes liées aux stages en entreprise (SEP) ».

En conclusion, ces deux études ont fait ressortir une grande satisfaction de la part des étudiants et des diplômés en ce qui concerne le programme de formation, ce qui permet aux responsables de la vulgarisation de devenir des professionnels possédant de solides connaissances dans leur domaine. Le ministère de l'Agriculture, qui constitue la principale filière d'embauche pour les diplômés, a également exprimé sa satisfaction au sujet de cette formation. Les diplômés ont toutefois suggéré l'idée que le cursus devrait comporter une plus grande diversité de domaines, par exemple la transformation post-récolte, la commercialisation, la gestion des entreprises agricoles, la microfinance et les problématiques rencontrées par les femmes pauvres en milieu rural.

Suivi, évaluation, apprentissage et partage

Au Mali, l'année 2010 a été consacrée au renforcement de l'esprit d'équipe au sein du système MELS, ainsi qu'à fournir un soutien à d'autres thèmes et d'autres partenaires dans le pays. L'équipe du MELS a dirigé des activités de suivi et d'évaluation pour l'ensemble des partenaires impliqués dans le programme P4P du PAM et, à cet effet, on a recruté des agents de terrain pour assurer la surveillance des activités P4P et pour recueillir les données sur le terrain auprès des villages participants. En outre, un cours de formation à l'intention des superviseurs et enquêteurs chargés des études de référence a eu lieu du 15 au 17 septembre 2010, pour s'assurer que les intervenants s'étaient bien familiarisés avec les instruments utilisés dans le cadre des enquêtes, et les avaient entièrement assimilés.

Tableau 3 : denrées livrées au PAM au Mali au titre de l'initiative P4P en 2010

Villages	Nbre de FO/ points de collecte en vrac	Sorgho			Millet		
		Qté prévue (tonnes)	Qté réalisée (tonnes)	%	Qté prévue (tonnes)	Qté réalisée (tonnes)	%
Loutana	8	50	83,6	167	50	4,4	9
Ouré	7	20	1,5	8	11,5	11,5	100
Dioila	10	100	150	150	50	70	140
Kamba	6	50	2	4	50	20	40
Tingoni	4	0	0	–	100	15,5	16
Cinzana	11	0	17	–	150	288	192
Total	46	220	212,3	97	480	409,4	85

SG2000-NIGERIA

FAITS SAILLANTS DU PROGRAMME

DIRECTEUR NATIONAL DR SANI MIKO



Le Dr Sani Miko (Nigeria) est entré au service de la SAA en 2009 pour occuper le poste de Directeur national de SG2000-Nigeria. Il est titulaire d'un doctorat en agronomie de l'irrigation, diplôme qu'il a obtenu en 1999 à l'Université Ahmadu Bello (ABU) à Zaria au Nigeria. Le Dr Miko a commencé sa carrière en qualité de professeur adjoint au sein du Département d'Agronomie d'ABU en 1988, se hissant au rang de maître de conférence en l'an 2000,

fonction qu'il a remplie jusqu'en 2004. Il a aussi exercé les fonctions de maître de conférence à l'Université Bayero de Kano (BUK) en 2004 et en 2005 il s'est vu confier le poste de Lecteur au sein du Département d'Agronomie de BUK. Depuis de longues années, le Dr Miko milite vivement en faveur du renforcement des services consultatifs en vulgarisation, domaine auquel il s'intéresse beaucoup. Il a œuvré dans la région aux côtés de la SAA tout au long de sa carrière universitaire afin de contribuer à améliorer l'efficacité des programmes SG2000-Nigeria réalisés sur le terrain.

En 2009, le programme SG2000-Nigeria a changé de cap : de son mode opératoire antérieur, principalement axé sur l'augmentation de la productivité agricole, il s'est tourné vers une approche plus holistique dans le but de renforcer les services consultatifs en vulgarisation dispensés aux exploitants. Notre nouvelle approche a pour ambition de renforcer les compétences et les qualifications des vulgarisateurs, d'améliorer l'efficacité des systèmes de vulgarisation agricole publics afin de proposer aux petits exploitants toute une panoplie d'options technologiques appropriées, de créer des liens institutionnels plus efficaces en faveur de la recherche, de la vulgarisation, des exploitants agricoles et des fournisseurs d'intrants, d'élargir et de renforcer les services consultatifs en vulgarisation à l'intention du secteur privé.

En 2010, la saison des pluies a débuté plus tôt que prévu dans l'ensemble du pays, atteignant leur niveau maximum relativement tôt au mois de juillet. Sur tout le territoire, les pluies ont été si abondantes que de nombreux États ont connu des inondations qui ont dévasté des fermes et des étangs à poissons. En dépit de l'intensité des précipitations, on a enregistré des gains significatifs dans les volumes de production des principales cultures.

Amélioration de la productivité agricole

Afin de pouvoir évaluer les systèmes de production agricole et les besoins des exploitants avant le début de la saison des pluies, les membres de l'équipe du Thème 1 au Nigeria ont effectué des visites auprès des communautés fermières dans six États différents – exercice auquel ont participé près de 1 700 exploitants (dont 40 % étaient des femmes). C'est sur la base des constatations faites en ces occasions que plusieurs plates-formes d'apprentissage pour exploitants agricoles ont été mises sur pied, avec 11 cultures différentes (maïs, sorgho, riz, millet, blé, niébé, arachide, soja,

sésame, tomates et poivrons), l'accent étant mis sur la démonstration des processus de gestion d'engrais et/ou sur la plantation de nouvelles variétés.

Pour dresser un bilan, on peut dire qu'au total 332 parcelles à option technologique et 662 démonstrations WAD ont été organisées au cours de la saison des pluies, ainsi que 2 200 parcelles d'essai de production environ. À signaler également les nombreuses journées d'activités sur le terrain, effectuées dans les six États, procurant ainsi un contact avec 6 400 fermiers.

Post-récolte et agroindustrie

Au cours de l'année 2010, des études portant sur l'évaluation des besoins ont été réalisées dans six États (Adamawa, Bauchi, Gombe, Kano, Jigawa et Zamfara). L'objectif de ces études était d'identifier des opportunités de transformation porteuses dans les filières de valorisation des récoltes ciblées, pour lesquelles il serait possible de conduire des activités de post-récolte et d'agrotransformation. Ces études avaient aussi pour but d'obtenir des informations sur l'utilité des prototypes de matériels d'agrotransformation existants, et sur les différentes structures d'entreposage utilisées à l'heure actuelle. Ces informations devraient servir à formuler des programmes de démonstration et de formation en postproduction adaptés au contexte local.

L'enquête a permis d'identifier un total de 31 villages et 761 agrotransformateurs représentant 32 groupes différents. Sur les 475 transformateurs ayant fait l'objet de l'échantillonnage, 460 étaient des femmes.

Sur la base des résultats découlant de l'évaluation des besoins, on a organisé des séances de formation à l'intention d'entreprises agrotransformatrices établies dans trois États (Adamawa, Jigawa et Kano). C'est ainsi qu'entre les mois de mars et juillet 2010, on a organisé des ateliers dédiés à la dynamique des groupes et aux techniques de gestion, – ateliers auxquels ont participé 147 agrotransformateurs. Un groupe réunissant six petits fabricants et des personnels universitaires ont assisté à une séance de formation réservée aux fabricants travaillant à petite échelle, qui s'est tenue à l'Université Bayero de Kano (BUK). À cela est venu s'ajouter un certain nombre de démonstrations et de journées d'activités sur le terrain, pour faire connaître des équipements tels que la batteuse polyvalente, l'unité de traitement du manioc et l'égreneuse à maïs.

Tableau 4 : parcelles à option technologique au Nigeria, 2010

Technologie	Total
Engrais pour le maïs	88
Variété de maïs	75
Engrais pour le millet	68
Variété de sorgho	20
Engrais pour le riz	8
Variété de riz	25
Variété de niébé	12
Variété de soja	9
Variété de sésame	5
Variété d'arachide	22
TOTAL	332

Tableau 5 : démonstrations WAD et parcelles d'essai de production (PTP) au Nigeria, 2010

Technologie	WAD	PTP
Maïs	202	871
Millet	127	728
Riz	64	71
Arachide	92	101
Soja	43	68
Sésame	38	68
Sorgho	34	169
Niébé	62	129
TOTAL	662	2201



Les entreprises d'agrotransformation dirigées par des femmes agricultrices peuvent accroître le revenu des petits exploitants ayant un accès limité à la terre – comme c'est le cas de ce groupe de traitement de gari de manioc dans l'État d'Adamawa au Nigeria.

Partenariats public-privé et accès aux marchés

Même si la vulgarisation agricole a depuis longtemps été considérée comme un aspect sous la tutelle du service public, le programme SG2000-Nigeria œuvre pour sa part avec l'agroindustrie du secteur privé depuis de longues années. Ces entreprises ont souvent fourni des intrants pour les activités se déroulant sur le terrain, et certaines vont au-delà de ce cadre et apportent leur soutien à des activités bien précises, par exemple les démonstrations, la construction d'entrepôts et l'achat d'extrants. Une réunion des parties prenantes, organisée au mois de mars 2010, a réuni 67 participants qui ont discuté de thèmes tels que l'accès aux moyens financiers et les intrants. À l'issue de cette rencontre, treize entreprises privées se sont engagées à accorder leur soutien au programme SG2000-Nigeria.

Quant aux programmes d'aide aux petits planteurs de semences communautaires, mis en place dans les États de Kano, Jigawa et Zamfara, et recevant l'appui de SG2000-Nigeria, ils ont réussi à produire 25,5 tonnes de semences améliorées en 2010. Quatre producteurs de semences, implantés dans la communauté, ont convenu d'établir des liens avec trois entreprises semencières, aboutissant ainsi à la vente de 3,2 tonnes de semences.

Au mois de janvier 2010, dans le cadre de ses activités visant à promouvoir des partenariats plus nombreux au plan local, la SAA a invité huit gouverneurs exécutifs – notamment ceux des États d'Adamawa, Bauchi, Gombe, Jigawa, Kaduna, Kano, Plateau et Zamfara – à participer à une table ronde ayant pour thème le financement que les instances gouvernementales des États pourraient affecter aux activités SAA/SAFE au Nigeria. Chaque État a été invité à verser une quote-part équivalant à 200 000 dollars US pour assurer le financement de ce nouveau partenariat.

Son Excellence, l'Amiral Murtala H. Nyako (en retraite), gouverneur exécutif de l'État d'Adamawa, nous a fait l'honneur de présider à cette réunion de portée historique. Plusieurs autres gouverneurs avaient personnellement fait le déplacement pour assister à cette réunion, tandis que d'autres avaient délégué leur représentant personnel. Une proposition

Tableau 6 : activités de partenariat secteurs public/privé au Nigeria, 2010

Partenaires	Activité
Notore Chemical Industries Ltd	Apporter un soutien à 60 parcelles à option technologique pour NPK (16:16:16) et démonstrations pour des engrais uréiques.
Premier Seeds	Apporter un soutien à la production de semences communautaires au moyen de semences de base.
Dizengoff	Essais et démonstration d'herbicides et d'engrais foliaires sur le maïs et le riz.
Manoma Seeds	Démonstration de variétés hybrides.
Maslaha Seeds	Apporter un soutien à la production de semences communautaires au moyen de semences de base et 18 parcelles de démonstration WAD.

de partage des coûts concernant la mise en œuvre des activités SAA/SAFE, sur une durée initiale de cinq ans, a été acceptée à l'unanimité.

À l'issue de cette réunion, quatre États — Adamawa, Bauchi, Jigawa et Zamfara — ont conclu un Protocole d'accord en vertu duquel ils s'engageaient à partager les frais. À la date du mois de décembre 2010, deux États, à savoir l'Adamawa et le Jigawa, avaient versé leur contribution.

Développement des ressources humaines

Au cours de l'année 2010, le programme SAFE enseigné à l'Université Bayero de Kano (BUK) a fait l'objet d'une évaluation par la Commission nationale universitaire (NUC), pour en mesurer la performance par rapport aux normes de qualité nationales, à savoir : nature du cursus, aptitudes du personnel enseignant, disponibilité du matériel pédagogique et critères d'admission, pour n'en citer que quelques-unes. Le programme, ayant donné entière satisfaction et ayant été accrédité en bonne et due forme, est officiellement reconnu pour être habilité à délivrer des diplômes au Nigeria.

L'Université de l'État d'Adamawa et l'Université d'Illorin ont, elles aussi, été soumises à une évaluation pour déterminer leur potentiel à accueillir les programmes SAFE. Il ressort de cette évaluation que ces deux universités possèdent des salles de cours, des dortoirs et autres aménagements d'un niveau adéquat pour mettre en œuvre un programme SAFE, et qu'elles sont animées par un personnel de qualité et un leadership pleinement engagé.

Suivi, évaluation, apprentissage et partage

En 2010, la plupart des activités MELS au Nigeria étaient axées sur l'orientation, la planification et le développement de systèmes. À la suite de la mise au point d'indicateurs génériques d'extrants et d'effets ou réalisations, de mécanismes et d'outils de collecte de données référentielles, et d'outils normalisés d'évaluation des besoins, l'équipe a également élaboré un plan d'étude de base dont la mise en place est prévue pour le premier trimestre de l'année 2011.

Des visites de suivi ont eu lieu sur des sites du Thème 1 dans les États d'Adamawa, de Bauchi, de Gombe, de Jigawa, de Kano et de Zamfara, l'objectif étant de veiller à la qualité du processus de collecte de données opéré par les enquêteurs sur le terrain. Ces visites ont permis de mettre en lumière la nécessité d'une meilleure formation et le besoin de disposer d'instruments plus perfectionnés pour la collecte de données.

SG2000-UGANDA

FAITS SAILLANTS DU PROGRAMME

Entre le mois de septembre 2009 et le mois de mars 2010, le programme SG2000-Ouganda a entrepris de recruter du personnel, aboutissant à la nomination d'un nouveau Directeur national en 2010 et de quatre nouveaux Coordonnateurs thématiques et de deux chargés de programme. Malheureusement, le Directeur national a remis sa démission cinq mois seulement après son entrée en fonction. Le poste est provisoirement occupé par Emmanuel Kayaayo qui fait office de Directeur national par intérim.

Amélioration de la productivité agricole

Au cours de la campagne agricole de 2010, SG2000-Ouganda a apporté son soutien technique, au titre des activités du Thème 1, à des exploitants implantés dans 19 sous-comtés répartis sur huit districts. Nous avons adopté une approche ascendante fondée sur les critères énoncés par les exploitants, et nous avons tenu compte de l'importance du marché et de la sécurité alimentaire pour sélectionner les récoltes destinées à être intégrées aux plates-formes d'apprentissage à l'intention des exploitants agricoles. C'est ainsi qu'au cours de l'année 2010, nous avons incorporé aux parcelles à option technologique (TOP) et de démonstrations WAD des cultures telles que le maïs, les haricots, le riz des hauts plateaux, le soja, l'arachide, le manioc, la patate douce et le millet (voir Tableaux 7 et 8).

Un segment complémentaire de 1 680 exploitants agricoles a mis à l'épreuve différentes technologies avec le riz, le maïs, l'arachide et le soja sur des parcelles d'essai de production. Au nombre de ces tests, figuraient notamment le calendrier des activités agricoles (plantation, désherbage, etc.), la plantation en rangées ou l'épandage d'engrais. Plus de 2 100 personnes (dont 43 % de femmes) ont participé à des journées d'activités sur le terrain, réunissant à la fois les exploitants agricoles, les conseillers en vulgarisation, les chefs locaux et les distributeurs d'intrants.

Post-récolte et agroindustrie

En Ouganda, les pertes post-récolte constituent un problème majeur, en ce sens que d'après les estimations elles se situent entre 12 et 25 % au niveau de l'exploitation agricole. À cela s'ajoute le fait que la majorité des petits exploitants du pays ne disposent pas des capacités nécessaires pour se lancer

Tableau 7 : parcelles à option technologique (TOP) en Ouganda, 2010

Culture	TOP	Hommes	Femmes	Nombre total, exploitants agricoles
Soja	54	525	423	1 080
Maïs	206	1 664	1 838	4 120
Arachide	96	732	900	1 920
Riz	42	421	293	840
Manioc	106	915	887	2 120
Total	504	4 257	4 341	10 080

Tableau 8 : démonstrations WAD, 2010

Culture	WAD	Nombre total, exploitants agricoles
Soja	48	240
Maïs	202	1 010
Arachide	85	425
Riz	37	185
Manioc	66	330
Haricots	62	310
Millet	4	20
Total	504	2 520

DIRECTEUR NATIONAL PAR INTÉRIM M. BATTSON RUSOKE 'EMMANUEL' KAYAAYO

M. Kayaayo œuvre pour SG2000-Ouganda depuis l'an 2000. Il a fait office de directeur par intérim à plusieurs reprises, d'abord en 2008-2009, et de nouveau au milieu de l'année 2010, à la suite de la démission du Dr Sarah Ossiya. Il a obtenu son diplôme de maîtrise ès sciences en mécanisation agricole auprès du 2e Institut pédagogique industriel de Kharkov (URSS) en 1976. M. Kayaayo



possède une expérience de plus de 30 ans en développement agricole pour les petits exploitants, en traction animale et en gestion des processus de vulgarisation. C'est lors du lancement de SG2000-Ouganda en 1996 que le ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAAIF) a délégué pour la première fois M. Kayaayo auprès du programme, en tant qu'expert en développement des petites et moyennes entreprises. Il s'est ensuite retiré du poste qu'il occupait au sein du MAAIF pour accepter les fonctions d'administrateur/coordonnateur national du programme S2000-Ouganda. Il a été officiellement nommé Directeur associé en 2010.

dans la filière des activités de l'agrotransformation, – le résultat étant que la plupart des produits de la ferme sont vendus avec très peu de valeur ajoutée, voire aucune.

Dans le district de Luwero, on a réalisé des études visant à évaluer les besoins et, dans ce cadre, on a organisé des groupes de discussion auxquels ont assisté 160 exploitants agricoles et six répondants clés (vulgarisateurs de district et agents agricoles de district) ont été interviewés. Ces études se sont focalisées sur l'identification des contraintes et des ressources disponibles pour améliorer les systèmes post-récolte et pour favoriser l'implantation d'entreprises agroalimentaires.

À plus long terme, ce que l'on cherche à faire c'est établir des plates-formes d'apprentissage en vulgarisation post-récolte, dans le cadre desquelles les agriculteurs auront l'occasion de s'informer au sujet des technologies visant à réduire les pertes post-récolte et à ajouter de la valeur à leurs produits. Sur les centres associatifs multiservices (OSCA) existants, six accueillent actuellement des plates-formes de base, dont la structure sera renforcée afin d'offrir une formation postproduction à environ 800 exploitants agricoles.

Au cours de l'année 2010, l'accroissement des capacités pour l'établissement de PHELP a commencé par un cours de formation à l'intention de vingt femmes, dix dirigeants d'organisations agricoles et dix vulgarisateurs, qui ont participé à un atelier consacré à la formation des formateurs. Les participants auront pour mission d'assurer la formation des agriculteurs dans diverses entreprises de post-récolte et d'agrotransformation situées dans des districts où l'initiative P4P (Achats au service du progrès) du PAM et le programme SG2000-Ouganda sont déjà opérationnels.

C'est en grand nombre que les exploitants agricoles sont venus participer aux ateliers de formation consacrés à la manutention post-récolte et au contrôle de la qualité, – ce constat ayant été fait dans tous les districts où opère le



La réduction des pertes lors du stockage des céréales et l'introduction de crédits d'inventaire en faveur de petits exploitants ayant une vocation commerciale – comme ce fermier ougandais et son fils – comptent parmi les objectifs fondamentaux du programme de la SAA.

SG2000. À noter que sur 1 730 exploitants agricoles, 56 % étaient des femmes. Dans huit districts, les séances de formation et les démonstrations, destinées à améliorer la manutention post-récolte de diverses cultures, ont attiré plus de 3 000 exploitants.

Le programme SG2000-Ouganda continue de collaborer avec JICA-Ouganda, pour organiser des opérations pilotes concernant la prestation de services itinérants de post-récolte et d'agrotransformation. Unissant leurs efforts, ces organisations sont en train de tester et d'affiner le développement d'un service d'usinage itinérant du riz monté sur une camionnette, qui sera capable d'emprunter les routes étroites en milieu rural. L'objectif de cette initiative est d'améliorer l'accessibilité, la viabilité financière et la diligence des services de transformation pour les exploitants dans des zones isolées.

Partenariats public-privé et accès aux marchés

Au cours de l'année 2010, l'équipe du Thème 3 en Ouganda a cherché à identifier et à promouvoir des partenariats qui vont aboutir à une meilleure intégration des exploitants agricoles parallèlement à d'importantes chaînes de valorisation des récoltes. Souhaitant soutenir cette démarche, le Programme n'a cessé de renforcer les OSCA et de faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés.

Par ailleurs, le Programme a également consolidé ses liens avec l'initiative P4P lancée par le PAM. C'est ainsi qu'on a créé des sites de collecte en vrac à l'échelle locale, ceux-ci étant reliés à des centres de commercialisation satellitaires qui alimentent un système de réception en entrepôt. Des acheteurs exigeants, comme le PAM, s'approvisionnent auprès de tels systèmes. Un Protocole d'accord, conclu avec le programme PAM au courant de l'année 2010, a pour ambition d'élargir l'accès des agriculteurs aux marchés céréaliers au titre de l'initiative P4P.

L'année 2009 a vu la création d'un partenariat avec l'UNADA (Association nationale ougandaise des agro-distributeurs d'intrants) qui vise à étendre les opportunités des distributeurs membres pour leur permettre d'offrir des conseils utiles sur les pratiques agricoles et pour les encourager à reconditionner les produits qu'ils vendent aux petits exploitants. Ces idées se sont concrétisées sous forme d'un Protocole d'accord au mois de janvier 2010. Dans les 72 districts que compte le pays, on a ainsi pu recenser 2 061 distributeurs ou stockistes d'intrants à la suite de cet accord.

Pour permettre aux petits exploitants d'utiliser efficacement les engrais et d'autres intrants, le programme SG2000-Ouganda a travaillé en collaboration avec des distributeurs d'intrants pour parvenir à un reconditionnement des produits dans des emballages contenant des quantités plus faibles et qui correspondent mieux à la taille et aux moyens financiers des petites exploitations. À l'heure actuelle, le Programme collabore avec l'UNADA et avec d'autres partenaires dans le but d'infléchir la politique nationale relative au reconditionnement des intrants.

En 2010, la SAA a mis au point un cursus et un manuel pour assurer la formation de formateurs (TOT) auprès des distributeurs d'intrants. Ce matériel pédagogique a servi à former 27 techniciens en agriculture issus de 16 districts différents. Après leur formation, les distributeurs bénéficient d'un soutien technique initial et d'un suivi régulier, et ont accès à des crédits pour leur permettre d'assurer l'expansion de leur entreprise. En ce qui concerne la demande, les exploitants qui adoptent les pratiques agricoles recommandées sont dirigés vers des distributeurs reconnus dûment formés.

Depuis plus de 10 ans, les circuits de production et d'acheminement des semences sont entre les mains du secteur privé, et de nombreuses entreprises semencières privées ainsi que plusieurs distributeurs d'intrants agricoles sont regroupés sous l'égide de l'USTA (Association des échanges semenciers de l'Ouganda). SG2000-Ouganda a conclu un partenariat avec l'USTA, pour renforcer la capacité des entreprises semencières et des petits planteurs dans un but d'adopter des pratiques agronomiques saines et de fournir des emballages tenant compte des besoins de l'exploitant. Trois entreprises semencières ont été retenues pour travailler en collaboration avec le programme SG2000-Ouganda, et l'une d'entre elles (à savoir Pearl Seeds Ltd) a produit des intrants pour les parcelles à option technologique et de démonstrations WAD. Quelque 68 femmes agricultrices ont bénéficié d'une formation en production de semences de haricot, mais malheureusement les cultures sur les parcelles de multiplication ont été gravement atteintes par la maladie de la tache angulaire et par l'oïdium, d'où une chute du rendement à 15 % seulement par rapport au niveau escompté.

Développement des ressources humaines

Le soutien de SAFE, en faveur de l'Université de Makerere en Ouganda, s'est engagé dans une nouvelle voie en ce sens qu'il fait désormais intervenir le télé-enseignement. Dès 2009, l'université a commencé à rédiger du matériel pédagogique conçu pour la version Télé-enseignement du cursus normal des étudiants en milieu de carrière. Ce cursus a reçu l'approbation du Sénat de l'Université de Makerere en 2010 et a été soumis au Conseil National des Études Supérieures à des fins d'accréditation.

Suivi, évaluation, apprentissage et partage

En Ouganda, le coordonnateur du Thème MELS a réalisé une enquête d'évaluation des besoins portant sur le Thème 2 (PHAP) dans le district de Luwero. Dans le cadre de cet exercice d'évaluation, il s'agissait d'effectuer plusieurs tâches, à savoir : le développement d'outils de collecte de données, la formation d'agents enquêteurs, le test préalable des questionnaires, ainsi que la collecte, la saisie et l'analyse des données. Le Coordonnateur du Thème MELS a également organisé et dirigé des stages de formation concernant le suivi et la rédaction de rapports pour les interventions du programme SG2000 dans le cadre d'une formation en fin de saison réservé aux facilitateurs communautaires.

PUBLICATIONS

La SAA diffuse un certain nombre de publications, y compris le Rapport d'avancement 2009, le Bulletin de la SAA, « Feeding the Future » (Nourrir l'avenir); le procès verbal du symposium Borlaug, diverses publications thématiques et le calendrier annuel de la SAA. Vous trouverez sur notre site internet une liste complète de nos publications, bulletins et vidéos.



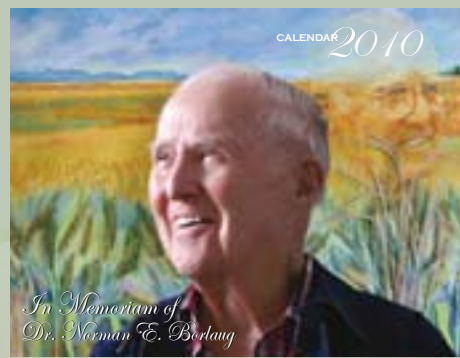
Rapport d'avancement
2009



FTF, numéro 26



FTF, édition spéciale
décembre 2010



Calendrier 2010

FAITS SAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS 2009 ET 2010 (dollars US)

SAA	2010	2009
	Budget approuvé	7 105 270
Dépenses effectives	6 039 912	5 424 603
Recettes effectives	7 932 785	6 745 996
Solde de caisse à la fin de l'exercice financier	8 790 257	8 835 256
Détail des recettes		
Subvention de la « Nippon Foundation »	6 800 000	6 500 000
Subvention de la « Bill & Melinda Gates Foundation »	773 948	–
Subvention de la JICA	90 882	–
Intérêts	10 390	26 680
Recouvrement de prêts	1 021	66 326
Divers	256 544	152 990

Détail des dépenses		
Programmes-pays SG2000	2 550 784	2 085 858
Éthiopie	527 943	474 489
Mali	710 127	530 565
Nigeria	619 599	533 739
Ouganda	693 115	547 065
Opérations du programme thématique	1 006 274	1 109 756
Amélioration de la productivité agricole	207 983	411 021
Post-récolte et agroindustrie	404 488	462 283
Partenariats secteur public/privé et accès aux marchés	231 238	236 452
Suivi, évaluation et apprentissage	162 565	–
Programme d'entreprise	2 454 389	2 184 720
Compte du Fonds Borlaug et divers	8 929	44 269
Programme de partenariat JICA	19 536	–

Remerciements :

Rédaction, travail éditorial, conception et mise en page – Green Ink (www.greenink.co.uk)

ASSOCIATION SASAKAWA POUR L'AFRIQUE



Genève

D@G - Dialogues Geneva
Care of BHF
7-9, Chemin de Balxert
1219 Châtelaine, Genève, Suisse
jeanfreymond@gmail.com

Tokyo

Sasakawa Africa Association
4th. Floor, The Nippon Foundation Building
1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052, Japon
miyamoto@saa-safe.org

Addis Abeba

Sasakawa Africa Association
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P. O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie
JRwelamira@saa-safe.org

Visitez le site web de la SAA : www.saa-tokyo.org